



Mise en tutelle des Jeux olympiques



M. Jean DRAPEAU

(D'après PC) — Les installations des Jeux olympiques de Montréal feront l'objet d'une tutelle du gouvernement du Québec. Le premier ministre Robert Bourassa, qui s'entretient aujourd'hui à ce propos avec le maire Jean Drapeau, annoncera probablement mercredi, la nomination du tuteur.

Ainsi, à neuf mois de la tenue des Jeux, Québec n'aura d'autre choix que d'intervenir directement dans le financement et la direction des constructions olympiques sous la responsabilité de la ville de Montréal.

Tout d'abord, bien sûr, Québec devra injecter dans l'enveloppe olympique des crédits supplémentaires de \$200 millions. Crédits supplémentaires nécessaires et indispensables au parachèvement des travaux.

Puis le gouvernement prendra la

direction et la gestion de tous les chantiers olympiques de Montréal, dont bien sûr le stade olympique.

Vendredi dernier, cette tutelle était d'ores et déjà en vigueur à la suite d'une lettre envoyée par le comité de contrôle des Jeux olympiques, sous la responsabilité du ministre Fernand Lalonde, faisait parvenir aux autorités montréalaises une lettre dans laquelle on exigeait la cessation immédiate de tout octroi de contrat relatif aux aménagements extérieurs des constructions olympiques. Ces aménagements extérieurs à eux seuls représentaient quelque \$50 millions.

Ainsi, avec des échéanciers plus que critiques et des dépenses directes de plus d'un milliard de dollars, le chef du gouvernement annoncera vraisemblablement mercredi tout d'abord des crédits supplémentaires de \$200 millions, puis la nomination du tuteur

attaché au Cojo et qui assurera la liaison avec Québec.

Comme s'il voulait prévenir par une solution désespérée la mise en tutelle de "ses" jeux, le maire Jean Drapeau a "sorti de son chapeau" un nouveau "lapin" pour assurer l'autofinancement du vaste projet.

Selon l'hebdomadaire Dimanche-matin, M. Drapeau se propose de mettre sur pied une nouvelle loterie.

Cette fois, les gagnants se partageront les 980 logements du village olympique, appartements qu'habiteront les athlètes pour la durée des jeux.

Outre la question du projet comme tel, Québec enquêtera sur la nature de tous les contrats octroyés depuis le début des travaux actuellement en cours. De plus, le contrat établi entre le maire Drapeau et l'architecte fran-

çais Roger Taillibert, sera scruté à la loupe.

Parmi les aménagements extérieurs, on s'attend à ce que soient supprimés — au moins provisoirement — les fontaines décoratives, la tour destinée à l'opération du toit amovible, nullement nécessaire pour les Olympiques, et les restaurants.

Par ailleurs, Ottawa ne jouera aucun rôle dans une tutelle des Jeux olympiques si cette tutelle devient une réalité. Le premier ministre Trudeau l'a dit clairement, dans une interview qu'il donnait à une station de radio hier.

Il a ajouté qu'on avait parlé d'autofinancement des Jeux et qu'il y aura lieu de juger si le gouvernement du Québec et les autorités municipales à Montréal "sont capables d'administrer ou en sont incapables".



M. Robert BOURASSA

CONCOURS

c'est
fête
jusqu'aux *fêtes*

AU MAIL ST-ROCH DU 10 NOVEMBRE AU 24 DÉCEMBRE

\$12,000

EN PRIX

\$1,000

EN ARGENT COMPTANT CHAQUE SEMAINE

UN GROS LOT + 45 AUTRES PRIX

SERONT ATTRIBUÉS LA VEILLE DE NOËL

RÈGLEMENTS

LE CONCOURS C'EST FÊTE JUSQU'AUX FÊTES SE TERMINE LA VEILLE DE NOËL PAR LE TIRAGE AU SORT DU GROS LOT ET DES NOMBREUX AUTRES PRIX PARMIS TOUS LES BONS DE PARTICIPATION DÉPOSÉS DANS LES BOÎTES CONCOURS AU COURS DES 6 SEMAINES DE LA PROMOTION.

LES GAGNANTS DEVRONT RÉPONDRE À UNE QUESTION METTANT À L'ÉPREUVE LEURS CONNAISSANCES GÉNÉRALES.

UN SEUL GAGNANT PAR FAMILLE.

TOUS PEUVENT PARTICIPER À CE CONCOURS, SAUF LES MARCHANDS DU MAIL, LES MEMBRES DE LA CORPORATION DU MAIL ST-ROCH AINSI QUE LES EMPLOYÉS DE SON AGENCE DE PUBLICITÉ.

DEMANDEZ VOTRE BON DE PARTICIPATION CHEZ VOS MARCHANDS PRÉFÉRÉS DU MAIL ST-ROCH, À CHACUN DE VOS ACHATS.



mail st-roch



La peine de mort est rejetée par les libéraux

OTTAWA (PC) — Les députés du Parti libéral du Canada se sont prononcés, en fin de semaine, en faveur de l'abolition totale de la peine de mort ainsi que d'une série de mesures destinées à assurer au public une plus grande protection contre les auteurs de crimes avec violence.

Bien que de nombreux participants à l'assemblée plénière auraient préféré que la question de l'abolition de la peine capitale fit l'objet d'une résolution séparée, les députés ont finalement adopté un train de mesures proposé par l'atelier sur "la personne et la loi" et comprenant:

- le renforcement des dispositions de la loi ayant trait au cautionnement, aux congés temporaires et aux libérations conditionnelles;
- l'imposition de peines plus lourdes pour les personnes reconnues coupables de crimes avec violence;
- un contrôle sévère des armes à feu;
- un recours plus fréquent à la peine d'emprisonnement à vie pour les

personnes reconnues coupables de meurtre prémédité et, parallèlement, une utilisation moins "libérale" des mesures de libération conditionnelle;

— une intensification de la lutte contre les crimes reliés à la drogue.

Toutes ces mesures visent, selon le texte de la résolution, à rassurer le public face à l'augmentation des crimes avec violence au pays, tout en abolissant une pratique (la peine de mort) jugée "inhumaine" par la majorité des députés.

D'autre part, alors que les députés réunis samedi en atelier avaient écarté l'idée de soumettre la question de la peine de mort à un référendum à l'échelle nationale, l'assemblée plénière a exprimé le vœu, dimanche, que les députés puissent s'exprimer sur cette importante question par un vote libre.

Avortement

Aucune des résolutions concer-

nant la question de l'avortement n'a franchi le seuil des discussions en atelier. En effet une résolution réclamant que l'avortement soit rayé du code criminel et ne soit plus considéré comme un délit a reçu un nombre égal de voix en faveur et contre son adoption. Elle ne fut donc pas portée à l'attention de l'assemblée plénière.

Toutefois, une autre résolution demandant que le code criminel soit amendé afin que l'avortement soit permis seulement dans les cas où la continuation de la grossesse met en danger la vie de la mère, a été nettement battue par un vote de 155 contre 104.

D'après les résultats du vote et la nature des interventions au cours de ce débat, il semble que les militants libéraux, tout en refusant de faire un pas en arrière sur cette question, hésitent à libéraliser davantage la législation canadienne en cette matière.

Ils sont dans l'erreur ceux qui croient que la photo de gauche a été prise pendant la participation du premier ministre Trudeau au débat sur la pendaison. Il s'agit tout simplement de l'un des passe-temps préférés du chef du gouvernement durant les "creux" du congrès libéral, avec celui de se gratter l'oreille.

Bill 22: les députés soutiennent Trudeau

OTTAWA (PC) — L'assemblée plénière des députés du Parti libéral du Canada a rejeté, en fin de semaine, une résolution demandant que la Loi 22 sur la langue officielle au Québec soit référée pour révision devant la Cour suprême du Canada.

Cette même résolution avait été adoptée, la veille, en atelier, après un débat orageux. Le député fédéral de Jonquière aux Communes, M. Gilles Marceau, s'était alors vivement opposé à cette résolution, arguant qu'il n'appartenait pas au fédéral de prendre action contre une loi provinciale.

Hier, en assemblée plénière, cette question a de nouveau donné lieu à de vifs

échanges de propos entre les tenants de la thèse défendue par M. Marceau, et ceux qui auraient voulu que le fédéral prenne l'initiative de contester la constitutionnalité de la loi québécoise.

Un autre député du Québec, M. Marcel Prud'homme (Lib-St-Denis), s'est élevé contre cette proposition et a pressé les congressistes (dans la langue de Shakespeare) de la rejeter, en expliquant que la Loi 22 était beaucoup trop complexe pour être débattue dans un climat surchauffé, et que l'adoption de cette résolution aviverait les tensions au pays.

Il a lui aussi insisté sur le fait que cette question n'inté-

ressait que les Québécois et ne concernait en rien le gouvernement fédéral.

Le proposeur de la résolution, un député du comté de Mont-Royal, a rétorqué à ces arguments qu'ils ne s'agissaient pas de se prononcer pour ou contre la loi 22, mais de s'assurer que cette loi ne vient pas en contradiction avec la constitution canadienne.

Le texte de la résolution se lisait comme suit: "Il est résolu que le Bill 22 (sic) de la Province de Québec soit référé à la Cour suprême pour une étude constitutionnelle."

Même si rien dans le texte n'indiquait clairement que

l'initiative en cette matière revient au gouvernement fédéral lui-même, il est certain que son adoption par les militants libéraux de la base aurait posé un sérieux problème au cabinet de M. Trudeau, qui a déjà laissé savoir qu'il ne contesterait pas devant les tribunaux la constitutionnalité de cette loi, qui fait du français la langue officielle au Québec.

D'autre part, une autre résolution qui demandait que le gouvernement fédéral prenne des mesures pour que les résultats des recherches qu'il commande aux universités et agences privées soient publiés simultanément en français et en an-

glais, a été rejetée de justesse.

Malgré l'intervention à la dernière minute du ministre des Services et Approvisionnements, M. Jean-Pierre Goyer, les congressistes ont jugé qu'une telle extension du programme de bilinguisme du gouvernement serait trop onéreuse et impliquerait des délais trop importants dans la publication des documents.

l'hiver est à nos portes...

Notre salon de chaussures regorge de souliers et bottes confortables pour "emmitoufler" vos pieds et les garder bien au chaud.

Cette saison, les créateurs ont innové et les formes sont plus avant-gardistes que jamais. Une visite à notre magasin vous en convaincra.

Salon Six

PLACE LAURIER
Ste-Foy
Tél.: 651-5744

MAIL ST-ROCH (QUE.)
762 est, rue St-Joseph
Tél.: 522-6976

REALDO

Maison de couture
Là où l'on crée votre mode.

Mail St-Roch, 839 est, St-Joseph,
525-7500 ou 525-5336

Complets sur mesure pour hommes. Réparations de tous genres. Importations: chemises et chaussures.

SPÉCIAUX CHEZ St Cyr & Frère Inc.

AKAI

RECEPTEUR AKAI
Modèle AS 980 CD-4, démodulateur SQ et matrix incorporé. Puissance musicale 220 W, puissance stéréo 2 x 60 W RMS, puissance CD-4 - 4 x 30W RMS.
ENTRÉES: • 2 phonos • 3 magnétophones • 2 micros.
SORTIES: • Possibilité de 12 enceintes (HP) • Plus sorties conventionnelles.

EPARGNEZ
\$569

TABLE TOURNANTE
AT-1600, plus tête lectrice. Entraînement par courroie.

HAUT-PARLEURS PRO-LINEAR à trois voies. Capacité de 60 W. Réponse de 25-20,000 Hz.

5 ANS DE GARANTIE
Valeur de \$2,064

SUPER SPÉCIAL ST-CYR & FRÈRE
\$1495

AKAI

RECEPTEUR AA 910 stéréo, puissance de 50 watts. Haut-parleur Ultimate. Table BSR automatique, cartouche magnétique. Valeur de \$547

EPARGNEZ
\$172

\$374⁹⁵

SUPER SPÉCIAL ST-CYR & FRÈRE

LA PLUS ANCIENNE MAISON DE MUSIQUE A QUEBEC

St Cyr & Frère

INC.

Visitez notre nouvelle SALLE DE SON à Place Laurier.

PLACE LAURIER (Nouvelle annexe) Ste-Foy - 651-7384

MAIL ST-ROCH 764 est, St-Joseph 522-1233



Le solliciteur général Warren Allmand était sceptique sur les chances de soutien à son projet d'abolition de la peine de mort avant que le vote ne lui révèle un soutien inespéré.

Des mesures sociales à la fois timides et "avant-gardistes"

OTTAWA (PC) — Quelques 85 résolutions ont été entérinées, en assemblée plénière, par les délégués réunis en fin de semaine au congrès du Parti libéral du Canada. Cela représente environ le tiers des résolutions qui avaient été soumises pour examen aux ateliers de discussions.

Bien qu'aucune des résolutions mises de l'avant par les 11 ateliers de discussions ne mit sérieusement en question les grandes orientations du parti, plusieurs cependant ont confirmé le désir des militants de voir le gouvernement accentuer ses politiques sociales et économiques en faveur des défavorisés.

Ainsi les délégués ont adopté à la quasi unanimité une série de mesures destinées à soutenir le revenu des personnes âgées. A ce chapitre, il a été entre autres résolu:

- que les pensions de retraite soient portées, d'ici dix ans, à 75 pour cent des gains avant la mise à la retraite;

- que le gouvernement subventionne les services qui permettraient aux personnes âgées de rester dans leur maison au lieu d'aller vivre dans des institutions;

- que dans le Régime de pensions du Canada et les régimes de pension privés, on accorde 100 p.c. des droits acquis après un an de service pour assurer une pension à la retraite;

- qu'un secrétariat composé de personnes âgées soit mis sur pied afin d'effectuer des recherches sur les besoins des personnes âgées.

Toujours dans le secteur social, une autre résolution appuie les initiatives du gouvernement fédéral en vue de la mise en place d'un système complet de soutien du revenu pour les personnes incapables de travailler.

D'autre part, une résolution qui demandait qu'un prestataire ne puisse retirer de paiements d'assurance-chômage sans avoir versé de contributions durant au moins 20 semaines, a été rejetée. Cette période est présentement de huit semaines.

Relations ouvrières
Au chapitre des relations ouvrières, les délégués ont exprimé le vœu que le principe de "la loi du plus fort" qui prévaut actuellement

Nouveau président

Samedi soir, les militants ont remercié chaleureusement le sénateur Gil Molgat pour le travail accompli comme président du parti depuis deux ans.

Le premier ministre Trudeau lui a rendu hommage, rappelant que M. Molgat a dirigé l'exécutif pendant la délicate période du gouvernement minoritaire libéral.

Le nouveau président, M. Al Graham, de la Nouvelle-Ecosse, a été élu sans opposition, de même que le trésorier, M. Gordon Dryden, de l'Ontario, de même que les deux vice-présidents, MM. Mike Webb, de l'Alberta, et Bernard Deschênes, du Québec.

Mme Marie Gibeault, de Hull, a été élue vice-présidente féminine de langue française, et Lorna Marsden, de l'Ontario, pour le secteur anglais.

dans les relations de travail au sein de la fonction publique soit abandonné et remplacé par le principe de "la comparaison équitable avec certains bons employeurs du secteur privé".

Cette résolution demande que le gouvernement entame au plus tôt des discussions avec les syndicats de la fonction publique fédérale afin que soit accepté comme base de toute négociation collective dans la fonction publique, une comparaison loyale avec les conditions de salaire et de travail en vigueur chez les "bons employeurs" du secteur privé.

Ce principe de négociations s'appliquerait également dans le cas des principaux organismes fédéraux, tels que services portuaires et ferroviaires, Radio-Canada et autres sociétés de la Couronne.

Démocratie
D'un autre côté, les congressistes ont réclamé un resserrement des mesures de contrôle destinées à surveiller l'exercice de la démocratie au sein des syndicats.

Dans cette perspective, ils ont proposé que l'accréditation d'un syndicat soit soumise à quatre conditions précises, incluant l'obligation de procéder par voie de scrutin secret et la publication d'un état détaillé de ses activités financières.

Toujours à ce chapitre, les libéraux ont pour la première fois exprimé leur intérêt pour les initiatives qui visent à faire participer l'ouvrier à la gestion et même à la propriété de l'entreprise.

Une résolution en ce sens demande que le gouvernement procède dans les plus brefs délais à la création d'une commission royale d'enquête "qui chercherait les moyens de hâter l'avènement d'une nouvelle démocratie industrielle au Canada".

Si le texte même de cette résolution en a apeuré plusieurs, qui n'ont pas hésité à crier au socialisme, la majorité des délégués se sont prononcés en faveur de ces nouveaux concepts qui, jusqu'à présent, sont demeurés à peu près lettre morte au Canada, alors qu'ils ont été appliqués sur une grande échelle dans plusieurs démocraties occidentales.

Economie
Dans le secteur économique, les délégués ont réclamé:

- une révision "sérieuse" des politiques du ministère de l'Expansion économique régionale, particulièrement en ce qui concerne l'impact des octrois d'aide aux entreprises comme moyen de faire diminuer les disparités régionales;

- la mise sur pied d'un fonds spécial pour venir en aide aux entreprises de type coopératif;

- l'extension du programme d'aide aux propriétaires de maison aux couples mariés qui n'ont pas d'enfant et aux célibataires, ainsi que l'inclusion dans le programme de l'achat et de la rénovation de vieilles maisons;

- que le prix de base du lait de transformation (et de tous les autres produits agricoles) soit conforme au coût de production;

- et enfin qu'une plus grande partie de nos ressources naturelles soient transformées sur place.

Une série de résolutions ont également été adoptées qui sont destinées à assurer le développement des pêcheries et la protection des pêcheurs.

norman



noël
ELECTRA MODE

pour des fêtes brillantes, des tenues au charme irrésistible, comme cette blouse ample, légère comme un voile, à imprimé floral. 5 à 11. \$24. et une longue jupe de velours toute noire, 5 à 13. \$44.

une autre blouse ample et courte, toute en transparences et en couleurs subtiles. 5 à 11. \$20. et le pantalon gauchon, plus sophistiqué, en velours, noir ou brun. 5 à 13. \$27.



pour celles qui préfèrent célébrer avec un petit air exotique, une veste chinoise, à imprimé floral, en velours côtelé. 5 à 11. \$40. et la jupe sous le genou, à la taille bien marquée par une large ceinture. 5 à 11. \$26.

ces vêtements sont disponibles à la boutique électra-mode du mail saint-roch, de place laurier, de place fleur de lys et des galeries chagnon. dites simplement: "portez à mon compte".

bagatelle




Faites réserver vos bijoux, diamants et cadeaux pour les fêtes et profitez d'un

ESCOMPTE SPECIAL

Choix de: diamants, bagues, bracelets, breloques, chaînettes, boucles d'oreilles, médailles d'amour, montres, briquets, rasoirs, horloges, réveille-matin, bibelots, etc...

Demandez vos coupons de participation à chacun de vos achats. Tirage de \$1,000 en prix dans le mail St-Roch, chaque semaine.



Omer Rousseau

MAIL ST-ROCH
802 EST, RUE ST-JOSEPH, QUE. 2 -
524-1372

La lutte à l'inflation ignore la petite entreprise

par Roch DESGAGNE

Même si dans l'ensemble, elles ne sont pas en très bonne santé, les petites et moyennes entreprises génèrent la moitié de l'activité industrielle et économique de la province de Québec: elles emploient 54 pour cent de la main-d'oeuvre et représentent 47 pour cent du chiffre d'affaires des entreprises du Québec.

Mais, en général, les gouvernements oublient ces réalités et bien souvent négligent cet important secteur de l'économie, affirment les dirigeants du Groupement québécois d'entreprises Inc., un jeune organisme de services qui s'est donné comme mis-

sion de raccommoder le tissu industriel de la province.

Selon l'organisme qui tenait son congrès à Québec, en fin de semaine, la campagne anti-inflationniste devrait tenir compte de la petite et moyenne entreprise.

"Le gouvernement fédéral devra absolument prendre en sérieuse considération la situation et les besoins propres à la petite et moyenne entreprise s'il ne veut pas chambarder complètement l'économie québécoise par ses mesures anti-inflationnistes ou autres", affirmait M. Marcel J. Bundock, président du Groupement québécois d'entreprises.

On établit à environ 12.000 le nombre des petites et moyennes entreprises, soit 60 pour cent des industries et commerces de tous les secteurs d'activité de la province. Cela constitue une "multi-provinciale" qui totalise entre \$600 et \$800 millions de dollars d'opérations.

Dans le contexte économique actuel, il devient évident que toute mesure de contrôle visant l'activité manufacturière ou commerciale doit forcément tenir largement compte de la petite et moyenne entreprise, et non pas seulement de la grande entreprise comme c'est trop souvent le cas, soulignait M. Bundock, au cours d'une entrevue qui a suivi le congrès.

Près de 200 dirigeants d'entreprises ont pris part à cette deuxième assemblée générale annuelle du Groupement québécois d'entreprises, dont les travaux ont porté surtout sur les problèmes et les défis des entreprises québécoises.

A ce jour, le Groupement québécois d'entreprises compte près de 150 sociétés-membres constituant un éventail très représentatif de tous les secteurs économiques du Québec. Créé en juillet 1974, le GQE a comme buts principaux de permettre à ses membres d'affronter collectivement certains défis qui se posent à l'entreprise, tels le financement, la gestion, la mise en marché, la production et l'approvisionnement, ainsi que la représentation adéquate auprès des autorités.

Les efforts de recrutement des entreprises ayant leur

siège social au Québec et étant détenues majoritairement par des Québécois doivent naturellement contrer l'individualisme traditionnel de l'homme d'affaires de chez nous, note le président du Groupement d'entreprises.

Economie déficiente

En général, estime M. Bundock, la santé du secteur de la petite et moyenne entreprise québécoise n'est pas très bonne, surtout au niveau financier, ce qui fait que tous les autres domaines sont déficients.

Malgré cela, ce secteur économique connaît une certaine croissance, et on s'en contente. Le temps est venu d'analyser cette situation en profondeur, par la création d'associations d'entreprises, par le partage de services communs, par la gestion des ressources techniques et humaines.

M. Bundock démontre alors combien il est important de sauver des industries essentielles à une région ou à une ville, où elles emploient 50, 100, 200 personnes.

Un ton positif

"Pourquoi ne pas nous imposer des mesures nous-mêmes au lieu d'attendre des réformes qui arrivent des gouvernements?" demande M. Bundock, en insistant sur l'efficacité d'une prise de conscience positive des maux et des remèdes, par les hommes d'affaires eux-mêmes.

Le Groupement québécois d'entreprises et définitivement favorable aux mesures de contrôle du gouvernement, mais il veut démontrer que ces lois ne touchent que la moitié des entreprises du Québec.

"Qu'on cesse de nous prendre pour des Américains", lance-t-il, en soutenant que le problème québécois à l'intérieur du Canada est très sérieux sur le plan de la production économique. "Il suffit de réaliser que les carnets de commande ont chuté de \$5 à \$6 milliards au

cours des dernières années", dit-il.

Le sens pratique doit maintenant primer sur les grandes et belles théories économiques, conclut M. Bundock, qui a été confirmé dans ses fonctions de président de la société, dont le bureau principal est établi à Québec. MM. Fred Devitto, de Québec, Roch Quirion, de Lac-Mégantic, et Pierre Bélanger, de Montréal, sont les vice-présidents; M. Arthur Rousseau, de Trois-Rivières, est secrétaire, Douglas Sheard, de Coaticook, trésorier, et Pierre Ménard, de Québec, directeur général.

Les Communes renouvellent la loi d'aide au développement régional

OTTAWA (PC) — Les Communes ont donné leur accord de principe, vendredi, à un projet de loi dont l'objet est de reconduire pour les cinq prochaines années la politique fédérale d'aide au développement régional. Il s'agit d'un projet qui vise à modifier la Loi sur les aiguillons du développement régional. La modification fera que le programme de subventions et de prêts pour le développement régional se continuera jusqu'au 31 décembre 1981.

Depuis l'inauguration de ce programme, en 1969, le gouvernement a fourni à des diverses sociétés, pour les exhorter à participer au développement régional, une somme de \$507 millions. Une partie de cet argent a été octroyée en subventions, l'autre a été prêtée. Le ministre de l'Expansion économique régionale, Marcel Lesard, a annoncé la chose vendredi. Il a ajouté que cette somme de \$507 millions avait contribué à apporter dans des régions pauvres des investissements industriels d'une valeur totale de \$2.4 milliards. Il a dit enfin que ces investissements devraient créer 122.000 nouveaux emplois.

Les députés ont par ailleurs rapidement débattu trois autres projets de loi, vendredi, permettant ainsi d'étudier en deuxième lecture, cette semaine, le projet de loi controversé sur l'abolition des privilèges fiscaux accordés aux magazines Time et Reader's Digest.

Les Communes ont approuvé en principe hier les projets de loi amendant le régime de pensions gouvernemental et prolongeant pour cinq ans les dispositions de la Loi sur l'expansion économique régionale. Ils ont aussi approuvé en troisième lecture les amendements à la Loi fiscale énoncée dans le budget du 23 juin dernier.

Durant le débat sur le régime de pensions, le député néo-démocrate Stanley Knowles a déclaré qu'il est regrettable que le gouvernement songe à ce moment-ci à augmenter les pensions des députés, alors qu'il invite la population à restreindre ses demandes.

Ce projet de loi a pour objectif d'uniformiser les pensions entre hommes et femmes dans la fonction pu-

blique, y compris les juges, les députés, les militaires et les membres de la GRC.

Mesures de pression des instituteurs

OTTAWA (PC) — Les instituteurs de l'Ouest du Québec ont annoncé qu'ils ne livreront pas les notes scolaires de 40.000 étudiants, la semaine prochaine, pour protester contre les tactiques utilisées par le gouvernement dans les négociations salariales.

Le président de l'Association des instituteurs du sud-ouest du Québec, M. Pierre Roy, a affirmé qu'il s'agit de la première d'une série de mesures de pression qui seront utilisées pour forcer le Québec à formuler une première offre salariale. Le dernier contrat de travail de ces enseignants est échu en juin dernier.

de trois-rivières à la basse côte nord

GUY ROULEAU
Opticien d'ordonnances

Verres de contact
Lunettes
Lentilles

699 est. boul. Charest
Coin DuPont Québec
523-6958

Paquet Inc.
Centre Ville mail st-roch
524-5121 Poste 305

Trois-Rivières: Havre St-Pierre
Shelferville: Gagnonville

HAVRE ST-PIERRE

MONTREAL DRAPERIES

Draperies Montréal vous offre une sélection complète de tentures, valences et couvre-lits dans un grand assortiment de tissus, et de plus, draperies confectionnées sur mesures gratuitement sur tissus portant l'étiquette rouge en montre dans notre magasin!

CHARGEX
master charge

Nous avons également un grand choix de draperies toutes faites, rideaux, toiles et accessoires de bain.

MAIL ST-ROCH
529-9008

Une élégance bien masculine

Soucieux de son élégance, il veut allier sobriété et bon goût, originalité et distinction... au gré de sa fantaisie. Pour satisfaire ses exigences, Lamontagne possède les plus beaux complets ainsi que de superbes paletots en cuir et en tissu, réchauffés ou non de fourrure. Tous offerts dans une gamme de styles.

2 heures de stationnement gratuit. Venez et demandez vos timbres.

BOUTIQUE
Lamontagne

MAIL ST-ROCH — 529-6625
724 EST, RUE ST-JOSEPH

Le Bonhomme Hiver arrive

avec son cortège de vent et de froid.

Préparez-vous à l'accueillir de pied ferme en venant choisir dès maintenant vos souliers et bottes doublées. Chez Yellow, vous trouverez ce qu'il vous faut pour traverser l'hiver les pieds bien au chaud. Nous avons une multitude de modèles dans toute la gamme des prix.

YELLOW
LIBRE SERVICE

810 EST, ST-JOSEPH
QUEBEC

319 EST, ST-JOSEPH
QUEBEC

Un flot de promesses accompagne Bourassa à Sept-Iles

par Gilles OUELLET
du bureau du Soleil

SEPT-ILES — Au lendemain de la visite du premier ministre Robert Bourassa et de quatre de ses ministres, la Côte-Nord se réveille sans projet nouveau, sans investissements supplémentaires, mais avec la promesse que beaucoup d'études seront menées. De ce côté, de nombreux militants béraux devront se remettre de leur déception.

Pour d'autres toutefois, c'est la consolation d'avoir assisté à une brutale prise de conscience des innombrables problèmes qu'affrontent ces régions-ci la Côte-Nord, une région qui doit s'habituer à vivre normalement après l'explosion des dernières années.

Si les quelque 450 militants libéraux ont travaillé activement et sérieusement pour ressasser la kyrielle de problèmes de la région, les ministres Lévesque, Goldbloom, Forget et Lachapelle ont à quelques reprises ouvert grand les yeux devant certains besoins des 110,000 Québécois qui vivent dans cette grande Côte-Nord.

Pendant ce temps, M. Bourassa n'a pas raté une seule occasion pour vanter les mérites des capitaux étrangers et des sociétés multinationales qui procurent de l'emploi à 18,500 personnes sur la Côte-Nord, d'après le premier ministre.

"Au capital étranger on ne dit oui que lorsque les avantages dépassent les inconvénients", a dit M. Bourassa, défiant le PQ de trouver d'autres solutions pour le développement économique.

Travail des ateliers
Ces travaux en ateliers ont essentiellement porté sur le développement économique régional et sur les services à dispenser aux citoyens: éducation, loisir, santé.

Pas moins de 32 des 56 résolutions du congrès régional ont été axées sur l'industrie, les infrastructures nécessaires et les communications.

Ainsi, l'offensive pour une plus grande industrialisation s'est poursuivie en demandant que Sept-Iles soit considéré comme site prioritaire pour l'implantation d'une aciérie et d'une usine d'uranium enrichi.

Sur l'aciérie, M. Bourassa a expliqué que l'acier était moins rentable depuis quelques années, que la demande diminuait, et que l'investissement était intimement lié à la conjonction économique qui prévalait.

En ce qui concerne les infrastructures, les délégués ont abordé les questions de traversier-rail et des banques de terrains.

Sans aller trop au fond des choses, ni se prononcer en faveur de Cogéma ou des compagnies de chemin de

fer, les militants de Duplessis et de Saguenay ont demandé au gouvernement de prendre tous les moyens pour assurer un lien interrives du Saint-Laurent.

Relativement à la création des banques de terrains, Sept-Iles estime que cela atténuerait la spéculation foncière et contribuerait à amoindrir le coût de construction des résidences et des loyers, les terrains devenant moins dispendieux.

Pour de meilleures communications avec le reste du monde, Sept-Iles voudrait être désignée comme le véritable support. Le premier ministre a admis que Sept-Iles possède des arguments incontestables pour un support mais qu'il faut tenir compte des infrastructures routières, aériennes et par rail avant de prendre une décision.

Soit dit en passant, le vice-premier ministre Gérard-D. Lévesque a révélé que l'étude commandée par Québec sur la situation des ports du St-Laurent devrait soumettre ses conclusions au conseil des ministres au début de 1976.

Aussi dans les communications, il a été proposé de former une corporation pour financer un e étude pour la construction d'un pont enjambant le Saguenay, entre Tadoussac et Baie-Sainte-Catherine; et, une résolution demandant l'amélioration de la route 138 qui relie sur 425 milles la ville de Québec à

Sept-Iles, en passant par Baie-Comeau-Hauterive.

Enfin, la région de Port-Cartier a réclamé une multitude de services essentiels en raison de l'expansion démographique qui découle et découlera encore davantage de la mise en marche de Rayonier Québec et de l'ouverture, en 1977, de l'usine de Sidbec: poste de la police provinciale, service d'ambulance, une régie des loyers, un bureau des affaires sociales, un aéroport, etc... Ce fut un vrai SOS au gouvernement.

Les services
Devant le continuell roulement de main-d'oeuvre, sur-

tout du côté des fonctionnaires provinciaux, les délégués ont demandé au gouvernement de verser une allocation pour compenser pour le coût de la vie, et de développer des attraits pour garder des travailleurs en milieu isolé.

Sur les autres services, il convient de relever les interventions faites autour du centre hospitalier et du Cégep permanent et autonome.

D'abord à propos de cette demande de construire un Cégep, MM. Bourassa et Lachapelle ont avoué que le besoin existait mais qu'un examen serré de la clientèle future s'imposait.

Le ministre Lachapelle s'est dit disposé à entrevoir en Sept-Iles un cas d'exception dû à la situation particulière suite à l'augmentation accrue de la clientèle. Construit en 1972 pour 80 étudiants, l'actuel campus érigé en maisons mobiles en accueille plus de 300 et se prépare pour 700 étudiants vers 1980.

D'autre part, les autorités des commissions scolaires de Sept-Iles et du Golfe ont exposé leurs difficultés de recruter des enseignants et ils ont parlé des disparités régionales avec M. Lachapelle. Ce dernier s'est montré sympathique et sensible à leurs demandes.

Pour le centre hospitalier, les dirigeants de l'hôpital de Sept-Iles demandent un réaménagement et des constructions pour environ \$12 millions, ajoutant plus de 200 lits aux actuels 188 lits de l'établissement. Les administrateurs de l'institution ont accaparé le ministre Forget tout l'après-midi d'hier pour le rencontrer et lui faire visiter les lieux.

Comme le ministre n'a pas remis les pieds au congrès par la suite, il fut impossible de connaître ses réactions et ses intentions.

Enfin, l'Association des médecins omnipraticiens de la Côte-Nord a demandé à M.

Forget de déposer ses contre-propositions monétaires dans les plus brefs délais puisque l'entente entre le gouvernement et ces médecins est échue depuis le 30 juin 1972 et que les propositions des médecins sont déposées depuis le 6 mai 1974. Les médecins veulent une entente avant la fin de 1975.

Un congrès un peu rapide et précipité. D'ailleurs, la demande a été faite publiquement pour que la prochaine fois le congrès régional Côte-Nord s'étende sur deux jours... mais ça n'ira que dans deux ans. Entre temps, il y a toutes les études promises, hier, à mettre en branle!

Des militants libéraux réclament de L'Allier un nouveau gage de loyauté

par Gilles OUELLET
du bureau du Soleil

SEPT-ILES — Le Parti libéral du Québec étudiera sérieusement l'opportunité d'ouvrir des secrétariats permanents dans les circonscriptions qui sont représentées par des députés de l'Opposition à l'Assemblée nationale.

Par de tels bureaux, le Parti libéral voudrait assurer un point de liaison constant entre le gouvernement, le parti et les militants, leur garantir une information, et revitaliser la participation de ces populations à l'intérieur du parti.

Le président du PLQ, le notaire Claude Dérozier a expliqué au SOLEIL ne pas être encore très fixé sur les modalités de cette intervention dans les comtés, mais il a assuré que le sujet serait analysé et que des bureaux pourraient s'ouvrir dans la dizaine de circonscriptions qui sont actuellement entre les mains de l'Opposition.

Cette question fut soulevée dans l'atelier portant sur les affaires du parti, lors du congrès régional que le Parti libéral a tenu hier à Sept-Iles.

Des militants de la circonscription de Saguenay, où c'est M. Lucien Lessard (PQ) qui est le député, se sont plaints du fait que ce sont les députés de l'Opposition qui se trouvent à bénéficier des honneurs qui rejaillissent suite aux annonces qui sont faites par le gouvernement pour divers travaux ou des subventions.

Des militants ont revendiqué des moyens afin d'informer la population sur ce qui relève vraiment du travail du député ou d'une politique gouvernementale à la grandeur du Québec.

Par ailleurs, dans cet atelier, on a tenu à s'assurer que "les ministres soient vraiment ceux qui dirigent leurs ministères plutôt que les hauts fonctionnaires". Il faut aussi s'assurer que les ministres sont vraiment d'allégeance libérale.

Sur ce point, quelques militants n'ont pas hésité à sommer le ministre des Affaires culturelles, M. Jean-Paul L'Allier, de faire une nouvelle profession de foi dans le Parti libéral afin qu'on soit certain qu'il l'est encore...

Un débat assez long a d'autre part entouré une résolution, finalement adoptée, et qui demande que l'association régionale du parti soit consultée avant l'adjudication de contrats d'exécution ou de contrats de louage non soumis à des appels d'offres publics de façon à favoriser les ressources régionales.

Personne n'a osé définir les différences entre cette pratique et un quelconque retour à une certaine forme de patronage.

A cause de l'étendue de la circonscription de Duplessis, de fait la plus vaste au Québec, les militants présents ont adopté une résolution pour diviser ce comté en deux; une autre résolution demandant que des allocations spéciales soient accordées au député pour ses déplacements dans cette immense région de 600 milles de côte, avec ses villes nordiques.

Cet atelier devait aussi aborder une question délicate, soit "l'intégration de Sept-Iles et de Port-Cartier" (une forme voilée de fusion)...mais faute de temps, la résolution n'a pas été étudiée.

Woolworth

8 JOURS SEULEMENT
du 10 au 18 novembre 1975

ACHÉTEZ EN TOUTE CONFIANCE
SATISFACTION GARANTIE
Remplacement ou Remboursement

800 \$ ET JUSQU'À 12 JOURS D'AUBAINES

\$258⁸⁸

CONGELATEUR de marque Admiral, 7.5 pieds cubes, 3 seulement. SPECIAL	\$258⁸⁸	BOITE DE 12 BOULES DE NOEL 40 m. Choix de couleurs variées ou unies. SPECIAL	88¢
ENSEMBLE 5 PIECES pour la cuisine, comprenant: une table de 30 pouces x 34, avec un rallonge de 8 pouces et aussi 4 chaises. SPECIAL	\$98⁸⁸	COURANT DE LUMIERES NOMA pour la décoration de votre arbre de Noël extérieur, 15 ampoules avec douilles de sécurité. SPECIAL	\$4⁸⁸
FAUTEUIL BASCULANT avec couverture en tweed ou cuir-vinyle. SPECIAL	\$138⁸⁸	GANTS DE LAINE ACRYLIQUE pour les enfants de 4 à 12 ans. SPECIAL	88¢
BUFFET DE CUISINE avec couverture en tweed et deux tablettes fermées par des portes coulissantes en vitre. SPECIAL	\$98⁸⁸	ENSEMBLE DE PLASTRON & TUQUE en laine acrylique. Choix de couleurs: marine, brun, beige, bleu et rose. SPECIAL	\$3⁸⁸
GARDE-ROBE en métal brun avec miroir et deux portes s'ouvrant vers l'extérieur. SPECIAL	\$118⁸⁸	SOUTIEN-GORGE #2965 de Daisyfresh. Couleurs: blanc, bleu, rose, beige, jaune. Grands 32 à 36. SPECIAL	\$5⁸⁸
TAPIS POUR PORTE D'ENTREE en fibre de coco. Nettoie très bien les bottes enneigées. Dimensions: 16" x 27". SPECIAL	\$2⁸⁸	DESHABILLE COURT 100% polyester, léger et chaud. Vendu dans les grands pour dames: petit, moyen et grand. SPECIAL	\$4⁸⁸
COUVERTURE POUR LIT DE BEBE couleur blanche avec motifs de jolis petits animaux. SPECIAL	\$4⁸⁸	PANTALON POUR DAMES aux nouvelles couleurs d'automne. Grands: 10 à 20 ans. SPECIAL	\$4⁸⁸
COUVERTURE POUR LIT DOUBLE en viscose et nylon, avec bordure de satin. Choix de quatre couleurs. SPECIAL	\$6⁸⁸	VESTE EN NYLON doublee de mousse synthétique. Chaud et confortable pour l'hiver. Grands pour dames: petite, moyen et grand. SPECIAL	\$8⁸⁸
SACS A COUCHES ou toute autre utilisation. Couleurs: bleu, brun ou or. SPECIAL	\$5⁸⁸	VESTE IMPERMEABLE 100% nylon. Grands pour garçons et fillettes: 8 à 16. SPECIAL	\$11⁸⁸
COFFRET A COUTURE portatif, solide et léger. 2 cabarets amovibles et séparateur réglable. SPECIAL	\$5⁸⁸	VESTE D'HIVER 100% nylon, confortable et chaude, avec capuchon bordé de fourrure synthétique. SPECIAL	\$28⁸⁸
SERVICE DE VAISSELLE anglaise, 20 morceaux, avec motifs de paysage brun ou bleu et aussi dessin de roses. SPECIAL	\$21⁸⁸	VESTE ANORAK EN NYLON confortable et chaude, doublee de mousse synthétique et aussi capuchon. Grands pour hommes: petit, moyen et grand. SPECIAL	\$44⁸⁸
GRILLE-SANDWICH ET GAUFRETTES électrique de marque Caprice. SPECIAL	\$15⁸⁸	SAC A MAIN en vinyle, choix de deux modèles dans le tan, le brun, le noir et le vert. SPECIAL	\$6⁸⁸
BOUILLOIRE ELECTRIQUE de marque Général Electrique, finie chrome brillant et noir. SPECIAL	\$17⁸⁸	SHAMPOING OU BAIN-MOUSSE de marque Duchesse. Contenant en plastique 32 onces. SPECIAL	88¢
ASPIRATEUR ELECTRIQUE pour tapis. Bonne qualité de marque Hoover. SPECIAL	\$54⁸⁸	RINCE-BOUCHE de marque Colgate 100. Contenant de 5.28 onces. SPECIAL	2/88¢
RADIO REVEILLE-MATIN de marque Lloyds AM/MF stéréo. SPECIAL	\$54⁸⁸	TABAC A CIGARETTES de marque Woolco, contenant de 6 onces. SPECIAL	\$1⁸⁸
STEREO 8 PISTES pour auto, vendu avec haut-parleurs. SPECIAL	\$64⁸⁸	200 TUBES A CIGARETTES à bout filtre ou régulier. SPECIAL	4/\$1⁸⁸
ENSEMBLE APPAREIL PHOTO de poche avec 1 film couleur et un dispositif pour Magicubes. SPECIAL	\$20⁸⁸	MACHINE A CIGARETTES pour fabriquer les cigarettes à la maison. Marque Supermatique. SPECIAL	\$10⁸⁸
TRAIN ELECTRIQUE BACKMAN pour amuser les 8 ans et plus. SPECIAL	\$32⁸⁸	PLAQUE EN CERAMIQUE décorée à la main à votre nom. SPECIAL	\$1⁸⁸
JEU POUR ADULTES ET ENFANTS marque Lite Britte. Reflète de jolies images lumineuses. SPECIAL	\$11⁸⁸	ATTENTION A TOUS NOS CLIENTS! Nous sommes maintenant dépositaires de la montre Cardinal, offerte dans une gamme de prix, de \$12 ⁸⁸ à \$89 ⁸⁸	
JOUETS EDUCATIFS et durables pour les 5 à 12 ans. Romper Room - Weebles Airport - automobiles et raquettes. SPECIAL	\$15⁸⁸		
BONSHOMMES EN PLASTIQUE jouets pour les 5 à 12 ans. Choix de meubles, animaux de ferme et militaires en action. SPECIAL	\$7⁸⁸		
PATINS pour les jeunes joueurs de hockey. Tacks \$42 ⁸⁸ Super Tacks \$52 ⁸⁸			

Woolworth est fort... Fort sur les bas prix

667, RUE ST-JOSEPH, mail st-roch

11411 St-Roch

AVIS A NOS LECTEURS ET ANNONCEURS

Pendant la grève des Postes, nous vous invitons à acquitter vos factures à notre bureau d'affaires ou à n'importe quelle banque à charte du Canada. N'attendez pas la fin du conflit pour faire vos remises. MERCI DE VOTRE COLLABORATION

LE SOLEIL



Norman Johnson, aux côtés de son épouse Joan, essuie une larme de joie, en rentrant au pays.

Ils reviennent au pays, après 7 mois de captivité

TORONTO (d'après PC) — Norman et Joan Johnson, deux missionnaires canadiens tenus prisonniers pendant sept mois au Nord-Vietnam, sont rentrés hier à Toronto, pressés de retrouver la paix et leur vie familiale, mais quand même prêts à retourner dans le Sud-Est asiatique si nécessaire.

Le couple Johnson est arrivé à Toronto sur avion en provenance de Vancouver et ils ont été accueillis au son des hymnes chantés par cent membres de l'Alliance chrétienne missionnaire, le groupe religieux qui les a envoyés au Vietnam.

Ils ont ainsi retrouvé leurs enfants, Patty, 15 ans, et Doug, 14 ans, qu'ils n'ont pas vus depuis février dernier.

"Nous sommes tellement contents d'être chez nous, au Canada", a dit M. Johnson. "Nous remercions les gens qui ont prié pour nous. C'est vraiment un miracle.

"Il n'existait pas une seule raison pour que les autorités nord-vietnamiennes nous laissent partir. Dieu seul sait pourquoi ils l'ont fait."

Les Johnson ont été capturés le 10 mars dernier, jour où le village de Ban Me Thout, situé à 163 milles au nord de Saigon, où ils travaillaient, est tombé aux mains des Vietcongs. Ils ont été transportés au camp de prisonniers militaires de Son Tay, à 23 milles au nord de Hanoi, où ils sont demeurés jusqu'au 30 octobre, alors qu'ils étaient expédiés en Thaïlande par les Nations unies.

Lorsqu'on leur demande s'ils reprendraient leur travail au Vietnam, M. Johnson, a répondu que "s'il existe une occasion d'y retourner pour continuer notre oeuvre, nous y retournerons. Nous adorons le peuple vietnamien".

Son épouse a fait écho à ces sentiments. "Si nous pou-

On se souvient de Vimy

ARRAS, France (d'après PC) — Le député fédéral libéral Prosper Boulanger a dirigé, hier, une délégation canadienne lors des cérémonies commémorant la mort de 11,000 soldats canadiens, à Vimy, lors du premier conflit mondial, il y a 58 ans.

Parlant au bas du monument de 240 pieds de haut, au sommet de la colline, M. Boulanger a remercié les Canadiens qui par leur sacrifice, ont préservé cette région riche à charbon de la mainmise allemande.

M. Boulanger a souligné que 75,000 Canadiens ont été tués ou portés disparus en Europe, au cours de la guerre 1914-1918.

Au nombre des dignitaires assistant aux célébrations, on notait le major général Duncan McAlpine, chef des forces canadiennes en Europe. La France était représentée par un garde d'honneur du septième régiment, une unité d'élite de l'infanterie.

Le Rassemblement des citoyens de Montréal, officieusement socialiste

MONTREAL (PC) — Reconnaissant de façon implicite que leur programme est socialiste et qu'ils sont eux-mêmes socialistes de coeur, les délégués au congrès annuel du Rassemblement des citoyens de Montréal refusent par contre de qualifier

officiellement leur programme de socialiste.

C'est principalement cette ambiguïté qui est ressortie du débat qui a conduit, dimanche, les militants du RCM à écarter la proposition de leur exécutif voulant que

le congrès reconnaisse officiellement que le programme du parti "découle d'une analyse socialiste de la ville".

Ceux-ci ont préféré s'en tenir à une proposition d'amendement mettant l'accent sur la mobilisation des citoyens et le programme du parti comme élément de consensus. Ce consensus a d'ailleurs été établi assez solidement pour faire disparaître toute crainte de schisme ou de crise au sein du parti.

cours du débat: ceux qui étaient d'accord sur le fond et la forme de la proposition; ceux qui étaient d'accord sur le fond, mais jugeaient pour des raisons de stratégie son adoption inopportune; et

ceux qui tout en ayant des positions mitigées sur le fond, n'étaient pas d'accord pour faire passer le RCM d'un regroupement des forces progressistes à un parti socialiste.

Sondage: réticences des Anglophones à l'égard de Jérôme Choquette

Le Sunday Express, seul journal anglais publié le dimanche au Québec, fait état d'un sondage mené auprès des éléments anglophones de Montréal, qui tiendrait à démontrer une troisième force politique au Québec dirigée par Jérôme Choquette aurait du mal à attirer les votes de ce secteur.

Selon ce sondage, seulement 10 pour cent des personnes interrogées ont répondu positivement à la question suivante: "Si Jérôme Choquette forme un troisième parti politique, voteriez-vous en sa faveur?" De plus, 31% auraient répondu

non, et 57% se seraient montrés indécis.

Le journal émet un communiqué où il commente les résultats obtenus auprès de 1,000 Anglophones de Notre-Dame-de-Grâce, Westmount, Montréal-Ouest, Lachine, Dorval, Outremont, Ville-Mont-Royal, Pointe-Claire, Dollar-des-Ormeaux, Pierrefonds, Beaconsfield, Roxboro et la Rive-Sud.

Le Sunday Express conclut que l'attitude intransigente de M. Choquette envers les anglophones, à propos de l'application de la loi 22, suffit à expliquer ces réticences.

La proposition de l'exécutif a retenu, plus que tout, l'attention des délégués à ce premier congrès annuel du RCM. Les quelque 250 militants présents ont discuté de cette proposition en atelier samedi matin, et, hier, ils y ont consacré toute la matinée en assemblée générale.

Dès le départ, il était visible qu'elle serait écartée, un seul atelier l'ayant approuvée, alors que les autres proposaient soit le dépôt, soit des amendements.

Trois clans s'étaient en quelque sorte formés au

ROME (AP) — La Cour suprême a déclaré recevable hier une pétition qui réclame l'organisation d'un référendum en Italie sur la légalisation de l'avortement.

Sur les 800,000 signatures recueillies par diverses organisations, de gauche et féministes, la cour en a déclarée 557,677 valides. Aux termes de la Constitution, 500,000 signatures suffisent pour réclamer un référendum.

L'avortement est interdit en Italie, mais les organisations féministes affirment que plus d'un million d'avortements sont pratiqués clandestinement tous les ans.

Les auteurs de l'initiative souhaitent que l'avortement devienne légal si deux médecins sont d'accord pour estimer que la santé physique ou mentale d'une femme est mise en péril par la grossesse.

Sauf crise politique, le référendum devrait avoir lieu dans le courant du printemps prochain. La date en sera fixée par le président Giovanni Leone.

En mai 1974, un référendum a eu lieu en Italie, qui a confirmé la validité de la loi votée par le Parlement instituant le drce.



Montres, diamants, bijoux de toutes sortes. Verre taillé, choix de cadeaux

Réparation de montres et bijoux.

Bijouterie Mich-Nic Inc.

Justin Lortie, prop.
Mail St-Roch
670 est, rue St-Joseph - 524-8029



Les **PANTOUFLES** Tender Tootsie®

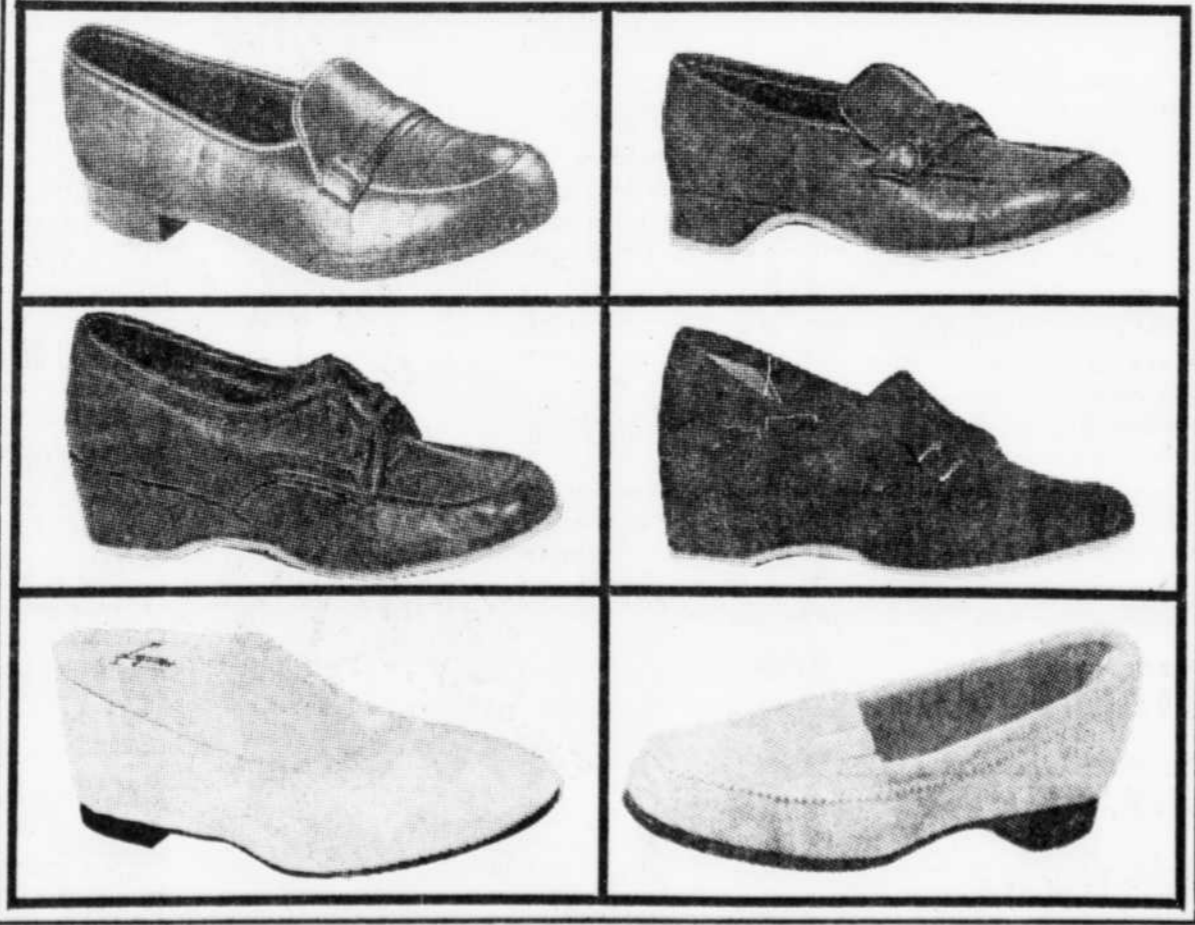
sont si confortables que vous ne voudrez plus les enlever.

ESCOMPTE SUR PANTOUFLES DE **20%**

tant qu'il y en aura.

AU MAIL ST-ROCH SEULEMENT





DEMANDEZ VOS COUPONS DE PARTICIPATION AU CONCOURS DU MAIL ST-ROCH A CHACUN DE VOS ACHATS.

COMPTOIR CHRISTIAN INC.

PLACE FLEUR DE LYS 525-5474 MAIL ST-ROCH (Holiday Inn) 524-3772 GALERIES CHARLESBOURG 623-9603





Vente 1/2 prix

à l'occasion du 1er ANNIVERSAIRE du Mail St-Roch.

Vente 1/2 prix de nos ensembles-pantalons et costumes en velours côtelé.

Venez choisir le vôtre dès maintenant.



Demandez vos coupons de participation à chacun de vos achats. Tirage de \$1,000 en prix dans le MAIL ST-ROCH chaque semaine, à compter du 15 novembre 1975. Attribution d'un gros lot le 24 décembre 1975.

2 heures de stationnement gratuit — Demandez vos timbres



Création MAM'SELLE INC.

Mail St-Roch — 524-4171



POUR FILLES
GARÇONS
ET ENFANTS
AU
SOUS-SOL



BOTTES DE TOUTES SORTES CHEZ

laliberté

POUR DAMES
ET
ADOLESCENTES
AU
PREMIER



A- SPECIAL
11 à 4 14.94
1 à 6 18.94



B- SPECIAL
6.90

A- BOTTE IGLOO

Pour filles et garçons, modèle lacé, doublé de similifourrure. Semelle pleine. Cuir tan.

11 à 4 14.94
1 à 6 18.94

B- BOTTE MOTONEIGE

Base en caoutchouc et hausse en nylon. Bleu ou rouge. Bas de feutre à l'intérieur 5 à 13 pour enfants

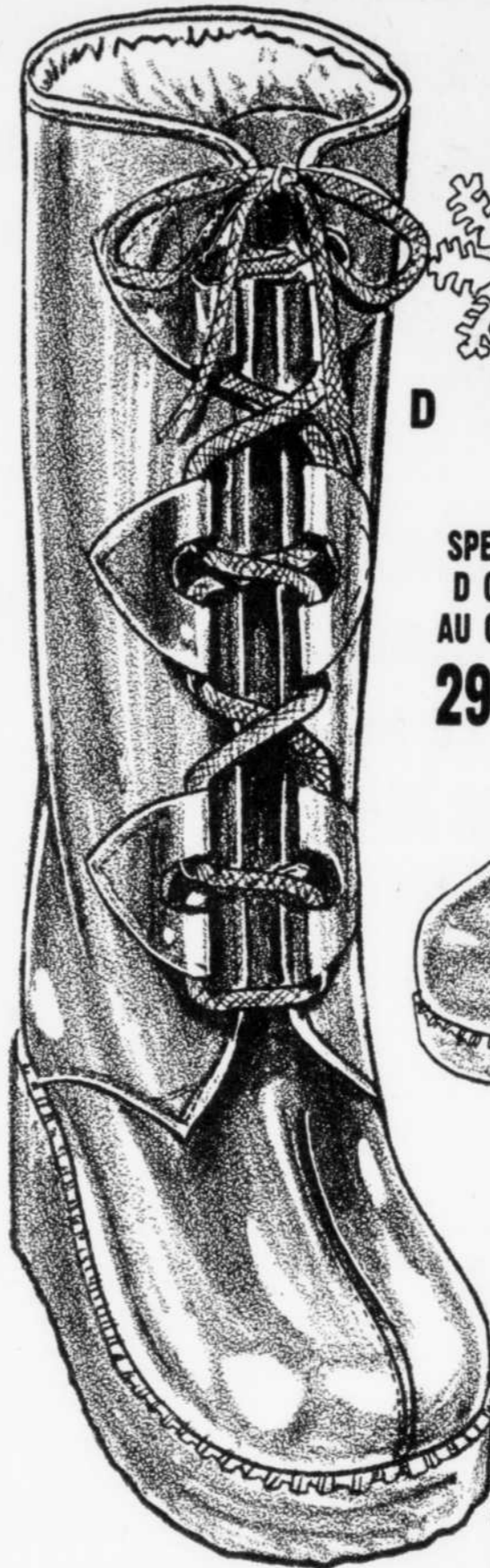
SPECIAL 6.90

C- BOTTE A LONG POIL

Pour fillettes, garçons et enfants, botte en vinyle imitation de fourrure à long poil. Doublure en laine.

5 à 10 13.99
9 à 2 14.99
3 à 6 18.99

C- 13.99 - 14.99 - 18.99



D

SPECIAL
D OU E
AU CHOIX
29.90

D- BOTTE SPORT

Modèle lacé en cuir tan, doublé de similifourrure. Semelle wedge en crêpe. 5 à 9 avec demi-pointures.

SPECIAL 29.90

E- BOTTE APRES-SKI

Fabrication canadienne en cuir tan. Modèle lacé avec doublure foam. Semelle moulée wedge. 5 à 10 avec demi-pointures

SPECIAL 29.90

F- BOTTE MOCASSIN

Confortable modèle lacé, en cuir tan, doublé et orné de similifourrure. Semelle crêpe. 6 à 10. Pas de demi-pointures.

39⁹⁹

PLAN MISE DE COTE
ET CONDITIONS FACILES



c'est
fête
jusqu'aux **fêtes**
au

mail st-roch



\$1000 EN ARGENT

**A GAGNER CHAQUE SEMAINE JUSQU'À NOËL
UN COUPON AVEC CHAQUE ACHAT CHEZ LALIBERTE**

ATTRIBUTION TOUS LES SAMEDIS À 4H. PARMI LES CLIENTS DU MAIL ST-ROCH



Nouveaux ensembles de ski en nylon pour jeunes gens

Ensemble comprenant cagoule et pantalon à bavette. Solide confection en nylon très résistant au froid. Noir, bleu, vert, tabac avec coutures contrastantes. 34 à 46.

SPECIAL LALIBERTE

54⁹⁹

Lot de paletots d'hiver 100% laine

Tous des paletots de la dernière nouveauté. Confection impeccable dans des tissus tout laine qui vous plairont par leurs jolis motifs à carreaux. Coupe droite 3 boutons. Couleurs en vogue. Régulier: 36 à 46. Court: 36 à 44. Grand: 38 à 46.

SPECIAL LALIBERTE

\$77

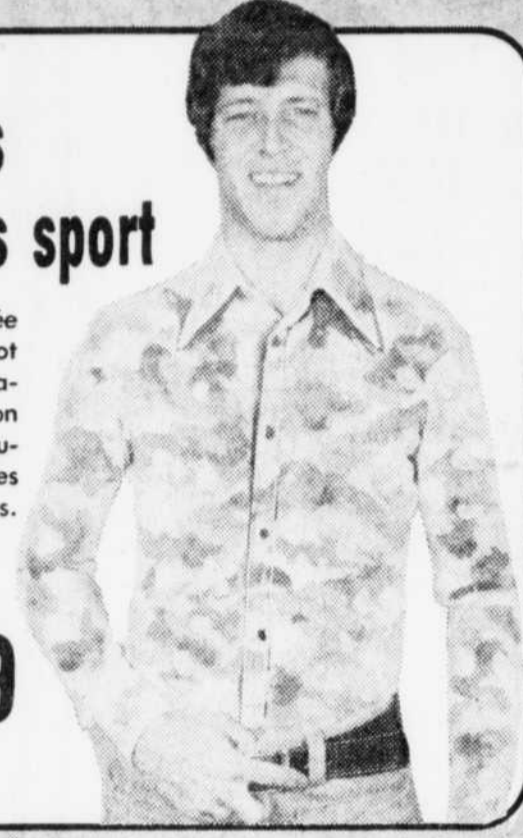


Superbes chemises sport

Confection soignée dans un beau tricot nylon et acétate facile d'entretien. Bon choix de motifs nouveaux. Col à pointes et manches longues. P.M.G.XG.

SPECIAL

12⁹⁹



Canadienne en molleton garçons

Telle qu'illustrée, avec doublure en similifourrure dans le haut et doublure piquée et matelassée au bas. Attaches en bois et fermeture-éclair. Marine, brun, vert. 8 à 18.

SPECIAL LALIBERTE

22⁴⁹

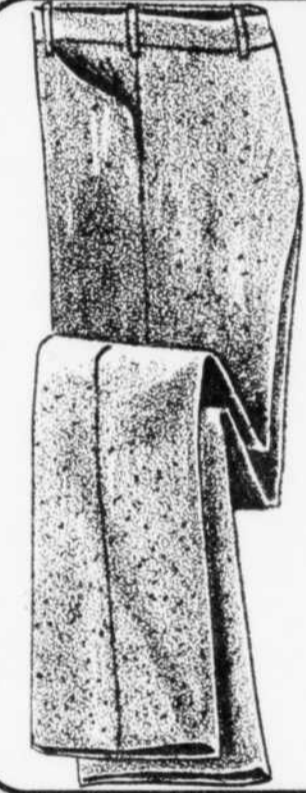


Pantalons de bonne qualité

Confection de première classe en laine et polyester à motif diagonal ton sur ton. Couleurs nouvelles. Jambes évasées. Taille basse: 28 à 36. Taille demi-basse: 32 à 46.

REG. \$23 POUR

14⁹⁹



Pantalons effet tweed pour garçons

Tricot 55% polyester 30% laine 15% nylon en brun, bleu ou vert. Poches style western sur devant et large passe-ceinture. 6 à 18.

SPECIAL LALIBERTE

\$12

Attrayantes robes de chambre pour hommes

Excellente confection en ratine épaisse et durable, très facile d'entretien. Rayures de couleurs. P.M.G.XG.

SPECIAL LALIBERTE

12⁹⁹



Jolies blouses pour fillettes

\$7

Tricot facile d'entretien, 50% polyester 50% coton. Plusieurs imprimés au choix dans les tons de rose, bleu, vert, beige. Grs: 7 à 14.



Pyjamas 100% coton lavable

Coupe généreuse. Teintes unies ou motifs de fantaisie. Manches longues. A-B-C-D-E pour hommes et jeunes gens.

SPECIAL LALIBERTE

4⁹⁹



Pull-overs et T-shirts fillettes

VAL. JUSQU'À \$9 POUR

3⁹⁹

Vaste choix de modèles pour fillettes et adolescentes. Entretien facile. Couleurs assorties. 8 à 14 et 8 à 14x.

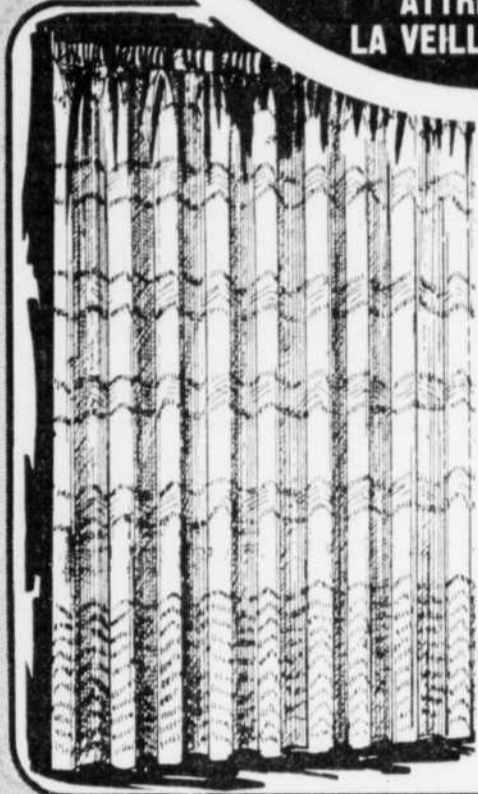


**GROS LOT DE NOËL
ET 45 AUTRES PRIX**
EN MARCHANDISES
TOTALISANT
\$6000
ATTRIBUTION
LA VEILLE DE NOËL



laliberté

AU COEUR DU MAIL ST-ROCH



**Élegants
rideaux prêts
à suspendre**

Beau tissu ajouré 100% polyester lavable à la main ou nettoyable à sec. Éléphant motif ton sur ton. Tête finie passe triangle, économique et facile d'installation. Melon, or, avocado ou tout blanc. 114 x 95 po.

SPECIAL LE PANNEAU

14⁹⁹

**ENSEMBLES
PANTALON ET
JAQUETTE
A SACRIFIER**

Choix de plusieurs modèles en tricot double, tweed ou liseran. Couleurs et grandeurs désassorties.

VALEURS
JUSQU'À
\$65 POUR

19⁹⁹



REDUCTION

50%

**SUR UN
LOT DE
MANTEAUX
POUR DAMES**

- Manteaux doublés de fourrure
- Manteaux de drap, garnis
- Manteaux de velours suède, garnis

**DES VALEURS
DE \$300
À \$550
MOINS 50%**



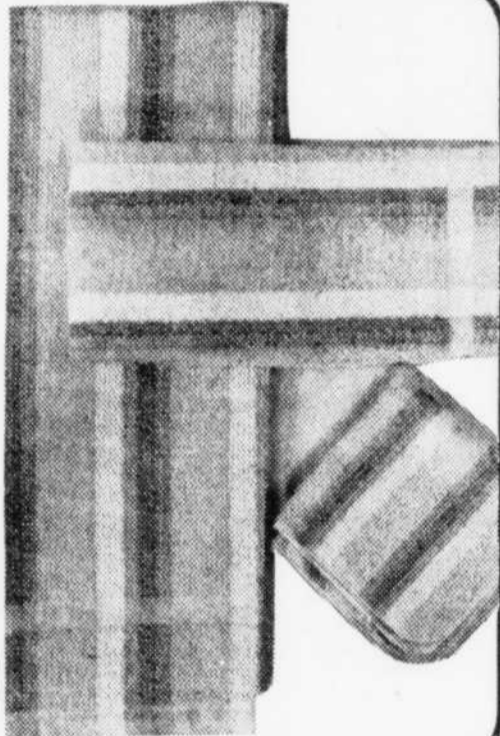
**Ensembles
de belles
serviettes**

Ratine 100% coton, absorbante et durable. Motif à larges rayures multicolores aux teintes gaies et décoratives: rose, vert avocat, bleu, jaune or.

12 x 12 po.
SPECIAL **.39**

15 x 26 po.
SPECIAL **.98**

20 x 40 po.
SPECIAL **1.98**



REDUCTION

50%

**SUR UN LOT DE
COSTUMES 2 PIECES
VALEURS \$75 À \$150
DAMES ET DEMOISELLES**

Ensembles 2 pièces comprenant jaquette avec jupe ou pantalon. Economisez jusqu'à \$75.



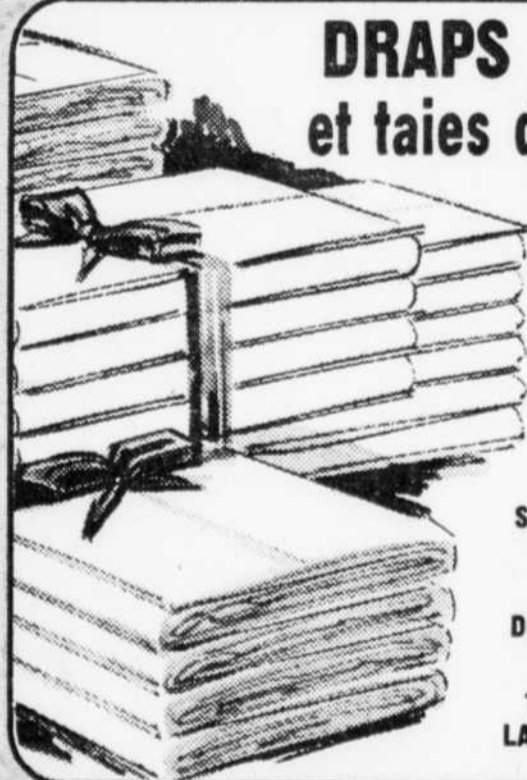
**DRAPS BLANCS
et taies d'oreillers**

Importation. Beau coton tissé fin pour plus de résistance. Lavage à la main ou à la machine. Lit simple ou double, modèle droit ou ajusté.

LIT
SIMPLE **4.49**

LIT
DOUBLE **4.99**

TAIES
LA PAIRE **1.99**



**SACS A MAIN
SAFARI EN CUIR**

Beau cuir nappa très souple et durable. Noir seulement.

VALEURS \$16 et \$18 **\$7**

Autres sacs à main à prix dérisoire!

Choix de modèles en véritable cuir ou similicuir.

VALEURS \$20 à \$26 **9⁹⁹**



**Chandails
à liquider
pour dames**

Plusieurs modèles à manches longues en orlon acrylique. Choix de blanc, noir, vert, rose, bleu. P.M.G.

DEVRAIENT SE VENDRE NORMALEMENT \$12 ACHAT SPECIAL

7⁹⁹

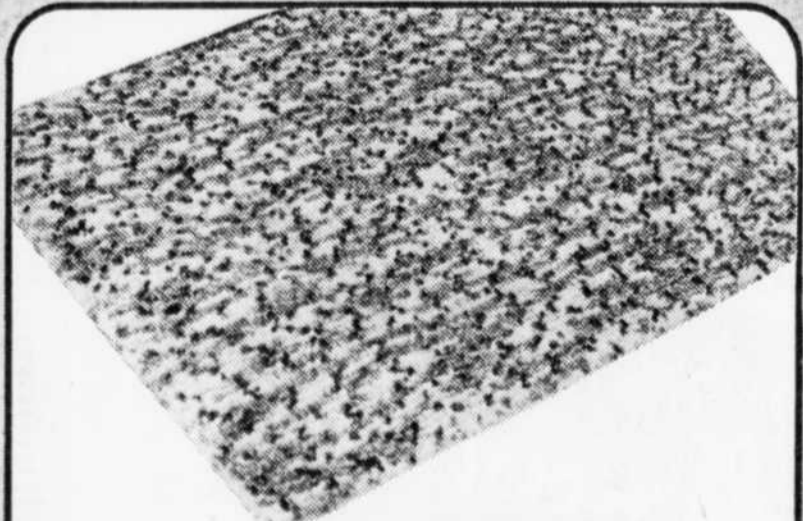


CARPETTES DE TAPIS 3 x 5

REG. 8.99
SPECIAL
LALIBERTE

5⁹⁹

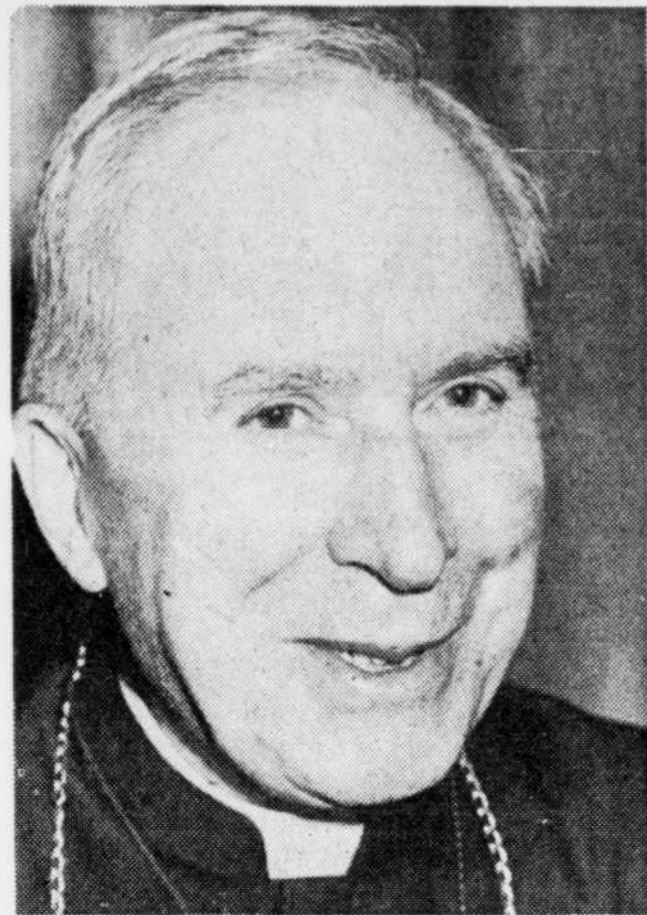
Excellente fabrication en filament continu de nylon résistant à l'usure et facile d'entretien. Enlris en caoutchouc mousse. Bords bien sergés. Léger motif effet weed ton sur ton. Beige, or, orange.



Tous des manteaux de belle qualité soigneusement confectionnés en popeline, tweed, pure laine, drap ou velours. Plusieurs garnis de Chat sauvage naturel ou teint, Vison, Castor ou Opossum. Couleurs variées. 10 à 16 ans.



Mgr Lefebvre, un adepte de la tradition dans l'Eglise



Mgr Marcel Lefebvre, supérieur du Séminaire d'Ecône (Suisse)

Dix ans après le Concile Vatican II et la réforme liturgique de l'Eglise qui a provoqué de nouvelles attitudes de la part du clergé: abandon de la soutane, régression du culte marial, messe dans la langue nationale plutôt qu'en latin, limogeage de nombreux saints disparus du calendrier, en somme une grande bouffée d'air pur dans l'Eglise, qui a accompagné le nouveau catéchisme, comme la mise au ban du latin et du grégorien, mais aussi les messes accompagnées de chants marxistes et de musique "pop", il n'est sans doute pas facile d'aller à contre-courant dans l'Eglise contemporaine, sans soulever l'ire et appeler les sanctions de la Cour de Rome.

C'est cependant la position téméraire, et pour le moins inconfortable, qu'a choisie, depuis dix ans, Mgr Marcel Lefebvre, ex-archevêque de Tulle (France), ex-archevêque de Dakar (Sénégal), ancien supérieur général des Pères du Saint-Esprit et fondateur, en 1970, du célèbre Séminaire international d'Ecône, près de Martigny (Valais), en Suisse.

Mgr Lefebvre, qui nous a accordé un entretien, hier, à Sainte-Foy, figure au nombre des 250 évêques parmi les 2.350 au dernier Concile, qui

se sont prononcés pour la Tradition et le maintien du statu quo dans l'Eglise, le rejet de l'œcuménisme et toute forme de catholicisme libéral.

"Ecône, dit-il, pose un problème qui dépasse de beaucoup les dimensions modestes de la Fraternité sacerdotale Saint-Pie-X et du séminaire, problème profond, inéluctable, qu'on ne peut écarter d'un revers de la main, qu'on ne peut résoudre par un ordre formel, de quelque autorité qu'elle vienne. Car le problème d'Ecône, c'est celui de millions de consciences chrétiennes déchirées, divisées, bouleversées depuis dix ans par ce dilemme martyrisant: ou obéir au risque de perdre la foi, ou désobéir et garder sa foi intacte; ou obéir et collaborer à la destruction de l'Eglise, ou désobéir et travailler à la préservation et à la continuation de l'Eglise; ou accepter l'Eglise réformée et libérale, ou maintenir son appartenance à l'Eglise catholique".

C'est parce qu'Ecône est au cœur de ce problème crucial qui s'est rarement posé aux consciences catholiques avec cette ampleur et avec cette gravité, affirme Mgr Lefebvre, que tant de regards sont tournés vers cette maison qui a résolument choisi

l'option d'appartenance à l'Eglise de toujours et refuse l'appartenance à l'Eglise réformée et libérale.

De fait, Ecône est un des rares séminaires qui refuse des candidats à la prêtrise, faute de place.

Par la plume et la parole

Devant l'abdication de tant de catholiques au cours de ces dix années postconciliaires, Mgr Lefebvre a choisi le combat, par la plume et la parole. Sa tournée au Canada le conduira, en plus de Québec, à Montréal, à Sherbrooke et à Ottawa.

La Déclaration de Mgr Lefebvre du 21 novembre 1974 lui a valu la condamnation du Vatican. Il y déclarait: "Toutes ces réformes de tendances néo-modernistes et néo-protestantes qui ont suivi le Concile, contribuent à la démolition de l'Eglise, à la ruine du sacerdoce, à l'anéantissement du sacrifice et des sacrements, à la dispari-

tion de la vie religieuse, à un enseignement naturaliste et teillardien dans les universités, les séminaires, la catéchèse, enseignement issu du libéralisme et du protestantisme condamnées maintes fois par le magistère solennel de l'Eglise".

"Cette réforme étant issue du libéralisme, du modernisme, est tout entière empoisonnée; elle sort de l'hérésie et aboutit à l'hérésie, même si ses actes ne sont pas formellement hérétiques. Il est donc impossible à tout catholique conscient et fidèle d'adopter cette réforme et de s'y soumettre de quelque manière que ce soit".

Bien sûr, cette sortie vitriolique de Mgr Lefebvre contre les tenants de "la nouvelle religion", assaisonnée au goût du siècle, c'est-à-dire une plus large ouverture sur le monde, n'eut pas l'heur de plaire à la Cour de Rome. Le supérieur d'Ecône reçut, quelques mois plus tard, la visite des cardinaux Garrone,

Wright et Tabera, qui lui demandèrent de rétracter sa Déclaration du 21 novembre 1974.

Il est dit, dans la sentence vaticane du 6 mai 1975: "Il est inadmissible que chacun soit invité à subordonner à son propre jugement les directives venant du Pape pour s'y soumettre ou s'y dérober: c'est là proprement le langage traditionnel des sectes qui en appellent aux papes d'hier pour se soustraire à l'obéissance du pape d'aujourd'hui. (...) Une fois supprimée la Fraternité (d'Ecône), celle-ci n'ayant plus d'appui juridique, ses fondations, et notamment le Séminaire d'Ecône, perdent du même coup le droit à l'existence".

Cependant, en dépit de cette interdiction, le Séminaire international d'Ecône demeure ouvert et y poursuit la formation TRADITIONNELLE des futurs prêtres, qui portent tous la soutane, comme la porte Mgr Lefeb-

vre. Le nombre des élèves est remonté à une centaine, avec treize professeurs.

— Que pensez-vous de la nouvelle messe? lui avons-nous demandé.

— Souvent mal traduite du latin, notamment dans la première partie, la messe "modernisée" exprime mal la Vérité. C'est très grave parce qu'elle représente l'acte essentiel de notre foi.

— Et la confession collective?

— Dans des situations d'exception, comme en temps de guerre, elle peut se justifier. Mais, en temps de paix, c'est détruire la foi elle-même. La confession collective réduit, en effet, la culpabilité du pécheur. La communion individuelle apporte l'apaisement de la conscience. Par ailleurs, il y a errement à ramener les sacrements à des rites communautaires et non plus à une pénitence sanctifiante.

Trinidad expulse Mme Kari Levitt

PORT-OF-SPAIN (AFP) — Un professeur canadien, Mme Kari Levitt, a été expulsé samedi de Trinidad où elle enseignait à l'Institut des relations internationales de l'Université des Indes occidentales.

Mme Levitt avait reçu dans la nuit de vendredi à samedi un ordre d'expulsion émanant du ministère de la Sécurité nationale et lui indiquant qu'elle devait quitter Trinidad "dans les plus brefs délais". Aucune raison justifiant cette mesure n'était mentionnée.

Mme Levitt, qui enseignait à l'Université des Indes occi-

dentales depuis un peu plus d'un an, est âgée de 52 ans. Elle a déclaré qu'elle ne s'était liée au cours de son séjour avec aucun groupe politique ou autre, mais que les études qu'elle menait sur les activités des sociétés multinationales dans les Caraïbes étaient peut-être à l'origine de son expulsion.

De leur côté, certaines sources politiques ont laissé entendre que les relations entretenues par Mme Levitt avec des collègues de l'université activement engagés dans l'opposition auraient déplu au gouvernement de Trinidad.

LANDRY JACOT
764 EST, RUE ST-JOSEPH, 2^e ETAGE, MAIL ST-ROCH
529-9729

SPECIALISTE DU DIAMANT

- Bagues de fiançailles
- Remontage de bagues
- Bijoux en or
- Pierres précieuses
- Montres de renom Etc...

Plan mise de côté

Dual NORESCO

VOUS QUI CHERCHEZ UN SYSTEME DE SON DE QUALITE, CHOISISSEZ Dual NORESCO

L'ensemble 2560-600

Ne cherchez plus. C'est le meilleur. Vous l'écoutez des heures durant. Il donne plus qu'on en attend.

Récepteur quatre canaux AM/FM 2560, de 80 watts, avec syntonisateur d'une sensibilité de 2.5 microvolts capable de capter avec clarté les programmes FM éloignés.

Tourne-disque automatique DUAL 1225, un as de sa catégorie, avec cellule magnétique SHURE M75MD, base de noyer, couvercle protecteur à charnière.

Enfin, deux haut-parleurs NMC-600, 45 watts, avec des reproducteurs de basses de 10" en suspension acoustique, des jumelés de 6" pour moyennes et hautes, avec séparateur et commande d'ambiance.

Attrayant fini noyer naturel.

\$649⁰⁰

Demandez vos coupons de participation chaque fois que vous achetez. Les tirages auront lieu dans le Mail St-Roch, tous les samedis à compter du 15 novembre. Attribution du Gros-Lot le 24 décembre 1975.

BIZIER & CARON L.T.E.

MAIL ST-ROCH - 529-3391

801 est, rue St-Joseph

on m'appelle **cavalière...**

Je suis une paire de bottes de toute nouvelle confection, toujours à prix populaire chez Chaussures Mademoiselle! Que l'on m'identifie comme Cavalière, Cosaque ou par d'autres appellations, je suis toujours la même...

N'étant pas ajustée à la cheville, l'ampleur que je déploie au talon est tout à fait normale pour conserver ma ligne futuriste.

En me chaussant, tu sentiras une liberté toute nouvelle à laquelle tu t'habitueras sans difficulté.

"Cavalière" de Mademoiselle

P.S. Je t'aime

N'oubliez pas de demander vos coupons de participation à chacun de vos achats. Tirage de \$1.000 en prix par semaine dans le Mail St-Roch.

2 heures de stationnement gratuit. Demandez vos timbres.

pour un plus grand choix

CHAUSSURES Mademoiselle

186 est, rue St-Joseph, Québec, MAIL ST-ROCH (Angle Mgr-Gauvreau) - 523-5348

sondage gallup

L'inflation préoccupe toujours les Canadiens

Un sondage Gallup effectué en juillet de cette année montrait une réduction significative du nombre de Canadiens qui estimaient que l'inflation était notre plus important problème: la courbe tombait de 82 pour cent en octobre 1974 à 52 pour cent.

Aujourd'hui elle remonte de nouveau à 64 pour cent. Cette préoccupation, née de la conjoncture, affecte davantage le Québec (71 pour cent) que l'Ontario (60 pour cent) et les provinces atlantiques (61 pour cent). Dans les Prairies et en Colombie-britannique, elle s'arrête à 65 pour cent.

Pour ces gens, la position économique du pays est une question prioritaire. On ne vise pas d'autres problèmes en nombre significatif: par exemple, les grèves et les questions ouvrières (neuf pour cent) et le chômage (8 pour cent) viennent loin derrière en second et troisième lieu.

Quand on a demandé quels sont les deux principaux problèmes du pays à l'heure actuelle, on a répondu (81 pour cent) que ce sont les questions économiques, tandis que le chômage et le malaise ouvrier étaient mis en évidence par 30 pour cent et 24 pour cent des personnes interrogées.

Ce sondage eut lieu dans la première semaine d'octobre avant que le premier ministre Trudeau annonce la politique de son gouvernement pour limiter la hausse des salaires et des prix.

Au total, 1.038 adultes de 18 ans et plus ont reçu la visite des enquêteurs à domicile; cet échantillonnage donne des résultats précis, à quatre pour cent près, 19 fois sur 20.

La question était la suivante:

"Selon vous, quel est le plus important problème de l'heure pour le pays?" Le tableau suivant compare les résultats d'aujourd'hui à ceux des années 1974 et 1975:

	Aujourd'hui	Juillet 75x	Oct 74	avril 74
Inflation, hausse des prix	64	52	82	59
Chômage	8	14	3	8
Malaise ouvrier, grèves	9	14	4	3
Divers	17	25	9	27
Sans opinion	2	3	2	3

x—Implique plusieurs réponses.

Dépôt cette semaine de la réglementation sur le plan Trudeau

MONTREAL (PC) — La réglementation accompagnant le projet de loi fédéral destiné à ralentir l'inflation, sera déposée au milieu de la semaine devant un comité de la Chambre des Communes.

Le ministre des Travaux publics du Canada, M. Charles Drury, a déclaré que les hauts fonctionnaires mettent présentement la dernière main à la préparation des règlements, qui seront rendus publics.

Selon le ministre, le projet de loi anti-inflation donne au gouvernement fédéral des pouvoirs nouveaux d'une très grande portée sur les marges bénéficiaires.

"Durant tout le programme, la Commission présidée par M. Jean-Luc Pépin pourra réétudier les cas où une augmentation de prix présumée conforme aux indicateurs se traduit par une hausse inacceptable de la marge bénéficiaire".

"La Commission pourrait également ne pas reconnaître certains coûts comme justifiant une augmentation de prix", a ajouté M. Drury, sans apporter plus de précisions.

"Les entreprises devront supporter leur juste part des restrictions nécessaires pour lutter contre l'inflation", a conclu le ministre.

Passage à l'Ouest d'un danseur soviétique

LONDRES (AFP) — Un danseur de ballet soviétique en voyage à Londres a demandé à demeurer en Grande-Bretagne, a annoncé un porte-parole du ministère de l'Intérieur britannique.

M. Syren Arutunian, 25 ans, n'a pas pris vendredi soir comme prévu l'avion qui devait le conduire avec les 19 autres membres d'un ballet

arménien de Londres à Moscou. Il s'est présenté à l'ambassade américaine à Londres pour demander l'autorisation de vivre aux Etats-Unis.

L'ambassade lui a conseillé de suivre les procédures diplomatiques habituelles et de demander d'abord un permis de "résidence temporaire" en Grande-Bretagne.

La Cie ASSH

POUR VOS CADEAUX

MANTEAUX en tweed ou unis

SOYEZ REMARQUEE...

Coupe mode, choix de couleurs.
Grandeurs: 6 à 20 et 38 à 44 ans.
PRIX A PARTIR DE

ENSEMBLE DEUX-PIECES pour dames

Intérieur et extérieur 100% nylon; pantalon avec bavette; marque réputée; couleurs en vogue; grandeurs: P-M-G-XG.

29⁹⁵ à 95⁰⁰

MANTEAUX et JACKETS EN CUIR pour dames

Assortiment complet de jackets et manteaux de cuir, dans les teintes les plus en vogue. Jackets, grandeurs 5 à 20 ans. Manteaux, grandeurs 5 à 24 ans.

à prix spécial!

55⁰⁰ et plus CHEZ **ASSH** ON VOUS ATTEND!

"CARCOATS" Pour dames et jeunes filles

Dans les coupes à la mode. Choix de styles et couleurs. Grandeurs: 5 à 24.

A PRIX REDUIT

ENSEMBLE DEUX-PIECES pour filles ou garçons

Ensemble deux-pièces 100% nylon, pour garçons ou filles, dans les couleurs à la mode. Grandeurs: 7 à 18 ans.

Prix à partir de

24⁵⁰

ENSEMBLE DEUX-PIECES pour hommes

Deux-pièces pour hommes. Intérieur et extérieur 100% nylon. Couleurs en vogue. Pantalon avec ou sans bavette. Grandeurs: P-M-G-XG. Prix:

24⁵⁰ à 90⁰⁰

JEANS

WRANGLER G-W-G-GOODHUE'S

Nous avons en main un choix complet de toutes les grandeurs.

HABITS, VESTONS SPORT, PALETOTS. "CARCOATS" PANTALONS 28 à 60

Pour hommes, nous gardons les grandeurs de

34 à 54

JACKETS en CUIR

Jackets en cuir de marques réputées. Modèles courts, chemisiers ou Safari. Grandeurs 34 à 46.

PRIX SPECIAL!

MANTEAUX CUIR OU SUEDE pour hommes

Manteaux en cuir ou suède, longs ou 3/4, avec ou sans collet de fourrure, dans les couleurs en vogue. Grandeurs 34 à 46.

Prix ASSH

Rien ne sert de courir! Achetez maintenant à

Pour vos cadeaux c'est **ASSH** qu'il vous faut!

STATIONNEMENT GRATUIT A L'ARRIERE DU MAGASIN

842 EST, RUE ST-JOSEPH, QUEBEC
TEL.: 522-6458

STATIONNEMENT GRATUIT A L'ARRIERE DU MAGASIN

on vous attend!

ROBERT LA FORCE
Opticien d'Ordonnances

ORDRE DES OPTICIENS D'ORDONNANCES DU QUÉBEC

BUREAU PRINCIPAL
POLYCLINIQUE VISION - SANTE CHAREST
210, BOUL. CHAREST E., face Gare Centrale d'Autobus
(Ouvert 5 jours, 5 soirs)
529-1714
SUCCURSALES

- Place Fleur de Lys • Galeries Canadienne • Sears Laurier
- Village Normand, Place Laurier • Sears Lévis
- Mail St-Roch • 441 St-Vallier Ouest
- Centre Jadis • St-Georges de Beauce

LUNETTES
VERRES DE CONTACT



L'OPDQ suscite la critique et la déception



M. Jean-Pierre Tremblay

par Vianney DUCHESNE

L'Office de planification et de développement du Québec a omis de retourner à la base après avoir mis au point des plans de développement régionaux à partir des consultations locales.

Plusieurs spécialistes et participants au colloque du Conseil régional de développement de Québec ont adressé ce reproche à l'endroit de l'organisme gouvernemental. La manifestation a eu lieu, en fin de semaine, à l'université Laval, et quelque 250 représentants de diverses associations de Québec, du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie, de Charlevoix et du Saguenay-Lac-Saint-Jean y ont participé. Le thème était: "Pour une nouvelle problématique du développement régional".

La première partie du colloque a permis aux représentants des divers organismes de consultation régionale de faire connaître leur déception à l'endroit de l'Office de planification et de développement du Québec. On a expliqué que la consultation a servi à sensibiliser les gens du milieu à leur situation et à leurs problèmes, mais que l'organisme les a oubliés quand l'étape des plans est arrivée. On a aussi reproché à l'Office de planification et de développement d'être sous la domination politique.

Si l'on avait à recommencer un tel travail de consultation, les spécialistes ont déclaré qu'ils exigeraient au préalable des garanties précises quant au cadre de travail et à la participation de la base aux décisions. Cela pour éviter des déceptions amères et des résultats loin des espoirs entretenus.

Bas-Saint-Laurent-Gaspésie

Dans le cas de la région du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, M. Arthur Dubé a souligné le fait que l'entente fédérale-provinciale concernant cette région n'est pas

responsable de la réalisation de tous les projets. Plusieurs auraient quand même vu le jour sans cette entente, selon lui, car la population en était le promoteur.

Au chapitre de l'aide financière allouée, il a expliqué que vu de l'extérieur, bien des Québécois étaient sans doute jaloux de leurs millions de dollars. Il faut dire que, de 1968 à 1976, deux ententes ont totalisé des crédits de \$669,000,000.

Or, a précisé M. Dubé, la réalité est bien différente. Une tranche importante a servi et sert à payer des salaires et des frais de déplacement. Il a révélé que les analyses les plus sérieuses démontrent qu'au plus \$10 millions de nouvel argent a été ou sera dépensé. Il a donc reproché aux gouvernements, et plus particulièrement à celui du Québec, de réduire les crédits ordinaires pour puiser à même les crédits de l'entente; ainsi, on maquille les crédits ordinaires en crédits extraordinaires.

Enfin, a-t-il déclaré, la population doit s'engager dans son développement si elle veut qu'il se fasse selon ses désirs et ses aspirations. Dans l'Est du Québec, c'est ce qu'elle fait, et plusieurs

actions (sociétés d'exploitation des ressources, groupements forestiers, Cabano et Les Méchins) en font foi.

Décision unilatérale

M. Jean-Pierre Tremblay, de la Mission technique d'aménagement de Charlevoix, a pour sa part, reproché à l'Office de planification et de développement du Québec et au gouvernement québécois d'avoir décidé unilatéralement comment s'effectueraient l'aménagement de ce territoire. Pourtant, il avait été dit que la population participerait à cette importante phase des travaux.

De plus, il a déclaré que l'Office de planification et de développement dépend beaucoup trop du gouvernement qui ne l'utilise d'ailleurs que pour se donner bonne conscience. Dans Charlevoix, pour donner son avis à cet organisme, la base a dû avoir recours à Centraide-Québec et aux projets Initiatives locales et Perspectives Jeunesse pour la rémunération d'un permanent et du personnel d'appui.

Tout de même le spécialiste a admis que la mission technique a obtenu deux points positifs majeurs: consultation de la population et

crédits globaux de \$10 millions (le plus important investissement dans cette région à part les routes). Par contre, la base n'a pas été conviée à discuter le comment de la réalisation, privant ainsi la majorité des projets de leur chance d'originalité.

Il a ajouté que l'Office de planification et de développement du Québec a les éléments de solution aux problèmes jugés parfois quasi insolubles puisqu'il a la possibilité d'utiliser la plus grande force au monde: celle de l'énergie des hommes regroupés. Malheureusement, il a aussi une grande faiblesse: une dépendance excessive à une minorité assoiffée de pouvoir et dont les intérêts n'ont souvent rien à voir avec ceux de la collectivité.

"La démarche tronquée de l'Office de planification et de développement nous permet de déceler la pire révélation de la Mission technique d'aménagement, révélation que l'Office est sous la domination directe d'un organisme qui a moins l'aspect d'un gouvernement désireux de créer de réels mécanismes dynamiques de développement régional que d'un simple parti recherchant des acitons isolées et teintées de pur électoralisme", a-t-il dit.



M. Arthur Dubé

Le Soleil, Jean Vallières

Le Canada continuerait à fournir l'Inde en réacteurs atomiques

NEW DELHI (AFP) — M. Allister Grosart, sénateur canadien, président de la Commission parlementaire spéciale pour la science et la technologie, a déclaré, samedi soir, à New Delhi, que le Canada restera l'un des principaux fournisseurs de l'Inde en réacteurs atomiques.

reprendraient prochainement leur coopération dans le domaine nucléaire et montreraient au monde les avantages que l'on peut tirer de l'énergie nucléaire utilisée à des fins pacifiques.

Bas-Saint-Laurent-Gaspésie

Dans le cas de la région du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie, M. Arthur Dubé a souligné le fait que l'entente fédérale-provinciale concernant cette région n'est pas

Le procès des "34" de la United Aircraft débute

(D'après PC) — C'est aujourd'hui que commence à Montréal le procès des 34 grévistes de la United Aircraft accusés d'enlèvement et de destructions de biens à l'usine d'avionnerie de Longueuil.

Les 34 prévenus appartenaient à un groupe de 50 grévistes qui avaient envahi et occupé durant plusieurs

heures l'usine dont les 2,400 ouvriers étaient en grève depuis plus d'un an.

Lors de l'assaut policier en fin de soirée une partie de l'équipement électronique a été détruit provoquant des pertes de \$635,000.

La plus vaste salle du Palais de justice est réservée pour ce procès qui s'annonce l'un des plus retentissants de l'année.

En dépit des réactions défavorables au Canada après l'explosion nucléaire indienne du 18 mai 1974, il était inévitable que les deux pays poursuivent leur coopération dans le domaine atomique, a ajouté en substance M. Grosart, rapportait hier, l'agence "Press Trust of India" (PTI).

Le parlementaire a fait cette déclaration au cours d'un dîner offert en son honneur par M. Ram Kishore Vyas, speaker de l'Assemblée législative de l'Etat du Rajasthan.

M. Grosart a exprimé l'espoir que l'Inde et le Canada

POUR LES SONS DE VOTRE TEMPS

33/45 INC.

MAIL SAINT-ROCH TÉL.: 529-6024

1^{er} étage
Disques: "Pop",
Classiques, Jazz,
Français, Québécois.
Folklore International,
Enfants, Cinéma, Cassettes
et 8 pistes préenregistrées.

Accessoires ruban magnétique,
cassettes, nettoyeurs à disques
et autres.

2^e étage
Salon de haute fidélité

1^{er} étage
Disques: "Pop",
Classiques, Jazz,
Français, Québécois.
Folklore International,
Enfants, Cinéma, Cassettes
et 8 pistes préenregistrées.

Accessoires ruban magnétique,
cassettes, nettoyeurs à disques
et autres.

2^e étage
Salon de haute fidélité

Le spécialiste de la chaussure vous offre de VRAIES AUBAINES !

BOTTES d'hiver pour DAMES
Brun noir et tan

De \$20⁹⁵ à \$39⁹⁵

BOTTES d'hiver pour HOMMES
Brun, noir et tan

De \$20⁹⁵ à \$42⁹⁵

MONSIEUR OU MADAME, ETES-VOUS DIFFICILE A CHAUSSER ?

Nous avons un vaste choix de chaussures larges dans les pointures 4 à 11 pour dames et 6 à 13 pour hommes. Nous avons aussi un grand assortiment de caoutchoucs et couvre-chaussures toutes grandeurs pour religieuses.

ELEGANTES

CHAUSSURES DE TRAVAIL

pour "la femme en blanc"

Pointures: 4 à 11
Plusieurs largeurs
dont extra-large
Jolis modèles
robustes et confortables

CHAUSSURES DE TRAVAIL

POUR HOMMES

Souliers, bottes, bottines de travail pour hommes. Ultra-résistants, bout de sécurité renforcé, pointures 6 à 13, larges jusqu'à EEEEE.

Chacun de vos achats, demandez vos coupons de participation au concours du Mail St-Roch.

Magasin TALBOT Inc.

MAIL ST-ROCH, 795 EST, RUE ST-JOSEPH
QUEBEC -- COIN MGR-GAUVREAU

Aussi, entrée au 424, rue Mgr-Gauvreau

TEL.: 525-1553 et 524-0895

9

stationnements

stationner c'est facile et vite fait au mail st-roch

DEUX HEURES DE STATIONNEMENT GRATUIT, AVEC TOUT ACHAT MINIMUM

- 1 - STATIONNEMENT, TERRAIN, HOTEL ST-ROCH
- 2 - STATIONNEMENT PLACE JACQUES-CARTIER
- 3 - STATIONNEMENT DU SYNDICAT DE QUEBEC
- 4 - STATIONNEMENT STE-HELENE
- 5 - STATIONNEMENT PAQUET-LALIBERTE
- 6 - STATIONNEMENT POLLACK
- 7 - STATIONNEMENT ASSH
- 8 - STATIONNEMENT DU BOULEVARD CHAREST
- 9 - STATIONNEMENT DE LA RUE MGR GAUVREAU AU BOUL. CHAREST

mail st-roch

AU MAIL ST-ROCH C'EST VITE FAIT

La SCHL est accusée de tuer la formule coopérative

par Vianney DUCHESNE

La Société centrale d'hypothèques et de logement tue les coopératives d'habitation, selon M. Ernie Vaudry, de la coopérative Loge-Peuple de la Pointe Saint-Charles à Montréal. Elle consacre

moins de un pour cent de son budget à des habitations de ce genre.

Au cours de l'atelier sur l'habitation, à l'occasion du colloque du Conseil régional de développement de Qué-

bec, qui s'est déroulé en fin de semaine, l'organisme fédéral a été vivement critiqué pour son attitude face à la formule coopérative. C'est un peu M. Vaudry qui a lancé le débat en disant que la société centrale a beau être fière

de ses programmes coopératifs, mais qu'elle n'encourage pas pour autant cette formule avec sa mauvaise organisation.

Loge-Peuple a obtenu un prêt d'un million de dollars en 1970 pour la restauration

de 100 logements à la Pointe Saint-Charles. Actuellement, cette coopérative a suspendu le remboursement hypothécaire devant l'impossibilité d'y parvenir sans hausser substantiellement le coût des loyers, ce qui serait contraire à sa philosophie du départ.

L'architecte Joseph Baker, l'un des principaux chefs de file de ce groupe, et directeur de l'école d'architecture de l'université Laval, trouve ridicule de toujours parler en termes de dollars pour la restauration de taudis quand on est prêt à dépenser \$40 millions pour relier deux routes sous le cap Diamant et à donner une somme identique à l'architecte Roger Tailibert pour la construction du stade olympique. Il a reproché à la Société centrale d'hypothèques et de logement d'être restée marquée par l'échec de Coop-Habitat, il y a une dizaine d'années.

L'organisme fédéral a démantibulé une équipe de spécialistes qui avaient acquis une expérience précieuse. Ces gens auraient pu justement éviter la répétition des mêmes erreurs.

D'autre part, l'architecte a souhaité qu'il y ait une large diffusion des possibilités d'aide financière aux coopératives et à la restauration. Il faut que les gens sachent qu'il existe des programmes et quelles sont les possibilités d'en bénéficier, a-t-il souligné. Il a aussi soulevé le problème de la liquidité en suggérant un soutien financier supérieur aux coopératives et aux sociétés sans but lucratif qui ne peuvent avoir les mêmes sources de financement qu'un constructeur ou un promoteur.

Dans le cas de Loge-Peuple, il admet que des erreurs ont été commises au niveau des prévisions budgétaires, faute d'expérience et aussi parce qu'on a voulu bien faire. Mais, en refusant une autre demande de ce groupe, pour un autre projet,

déploré le fait qu'à la société centrale, on connaisse peu la formule coopérative et que les employés sont loin d'en être de fervents défenseurs.

M. Lépine a qualifié de "politique de découragement" l'attitude de l'organisme fédéral à cet égard. A titre d'exemple, il a relaté leur cas: avant d'obtenir l'autorisation d'acheter une maison pour la restaurer, il a fallu que 14 inspecteurs (y compris ceux de la ville de Québec) examinent les lieux.

Il a reproché aussi aux responsables municipaux de la restauration de visiter les logements avec un coût pré-déterminé pour la location. Ainsi, ils voient les réparations à effectuer sous l'angle d'un investissement global à réaliser et non à partir de ce que désirent les locataires pour comprimer au maximum l'augmentation du coût du logement après la restauration.

Québec se voit reprocher de ne pas avoir de politique décentralisatrice

Le Québec n'a pas encore de politique cohérente et explicite de décentralisation.

C'est du moins là ce qu'a prétendu M. Gérard Divay, de l'Institut national de recherche scientifique, devant les participants au colloque du Conseil régional de développement de Québec qui s'est tenu, en fin de semaine à l'université Laval. La manifestation avait pour but de faire le point sur le développement régional afin d'être prêt à réagir quand l'Office de planification et de développement du Québec rendra public son schéma d'aménagement.

sent à une authentique décentralisation dans tous les domaines. Il a souligné, entre autres, le fait qu'au lieu de donner aux milieux défavorisés les moyens de réaliser leurs initiatives, le gouvernement préconise leur intégration sociale aux autres milieux, mais sous sa volonté.

Les tendances centralisatrices sont aussi renforcées, selon lui, par l'orientation de l'action des syndicats et des associations professionnelles dans tout le secteur public: la centralisation accroît leur pouvoir de pression et leur possibilité d'obtenir des

avantages plus appréciables et plus uniformes.

Si l'on veut revitaliser la décentralisation, M. Divay croit nécessaire d'apporter des réformes aux structures.

Cela devrait être accompagné d'une attitude positive de l'Etat face aux initiatives populaires et de toutes les associations, en général. De plus, la prise en charge des problèmes par les intéressés

devrait être étendue à tous les domaines tandis que l'apprentissage de la coopération et de l'autodéveloppement collectif devrait être l'objet d'une éducation précoce et constante.



M. Gérard Divay

Le Soleil, Jean Vallières

Faisant un bref résumé des politiques gouvernementales à incidence régionale, M. Divay en est venu à la conclusion que les populations régionales, surtout les plus démunies, ont relativement peu de ressources à leur disposition pour prendre en charge leur développement. Par ailleurs, elles ne disposent pas non plus des moyens organisationnels nécessaires à cette fin.

Au niveau des problèmes régionaux, surtout ceux des régions périphériques l'attention du gouvernement québécois a été retenue. Mais, il a précisé que le gouvernement ne semble pas avoir choisi la voie de la décentralisation pour y remédier. D'autant plus que les organismes régionaux ne l'ont guère incité à le faire. A ce sujet, M. Divay a déclaré que les organismes, au lieu de réclamer une plus grande consultation, devraient exiger une véritable décentralisation.

Il a ajouté que le découpage administratif se maintient, mais qu'on ne peut pas dire qu'il ait permis l'instauration d'entités sociopolitiques régionales.

Tendances à la centralisation

Faute de politique explicite sur la décentralisation, l'Etat québécois paraît, en règle générale, accepter, à travers les différentes tentatives des ministères pour "rationaliser" leurs interventions, les tendances à une plus grande centralisation. Cela tant au niveau des organismes politico-administratifs que dans la distribution spatiale et dans l'organisation des activités économiques.

Cependant, a précisé M. Divay, quand le gouvernement doit exercer son rôle particulier d'employeur, il semble s'apercevoir qu'un système plus décentralisé comporterait des avantages certains.

Selon le spécialiste, de nombreux obstacles s'oppo-

Boutique Adolf
Chaussures de haute qualité

L'HIVER à vos pieds

Pour accueillir l'hiver de pied ferme, venez choisir parmi notre imposante collection de souliers et bottes de la saison. Vous n'aurez que l'embaras du choix, quant au style et à la couleur... Quant à la qualité, elle est impeccable!




Demandez vos coupons de participation à chacun de vos achats

Boutique Adolf
620 est, St-Joseph - Tél.: 523-9885

Bienvenue chez nous

institut thérèse genest
CULTURE PHYSIQUE

432, DE L'EGLISE, MAIL ST-ROCH
TEL.: 529-3386

QU'EST-CE QUE C'EST ETRE EN FORME ?

QU'EST-CE QUE C'EST ETRE PRETE POUR LE SPORT ?

QU'EST-CE QUE C'EST LA SANTE, LA BEAUTE DU CORPS ?

NE REMETTEZ PAS A DEMAIN!

Dès aujourd'hui, venez vous inscrire.



Services et heures d'ouverture:
téléphonez dès 9h.00 a.m. jusqu'à 10h.00 p.m. Les exercices se pratiquent de 1h.30 p.m. à 10h.00 p.m. A votre service du lundi au vendredi.
Tél.: 529-3386
Fermé le samedi.

MASSAGES

- Ils sont donnés par une masseuse licenciée. Manuels... ou avec le fameux appareil G5.
- La durée: 35 minutes, plus l'application d'un masque d'argile gratuit pour raffermir selon le cas.

Mme Genest, P.D.W.C.P., Professeur à la télévision de Québec, Rédactrice à la revue Beauté Santé, experte en culture physique et nutrition. Diplômée depuis 15 ans en culture physique. Egalement, Rédactrice à la revue Coiffure, Beauté, Charme.

Ne manquez pas l'émission de Jean-Claude Mathieu à CJRP, tous les mercredis matin de 10h.00 à 11h.00, Thérèse Genest répond à vos appels.

CHEZ NOUS, VOUS NE SIGNEZ AUCUN CONTRAT.

A chacun de vos achats, demandez vos coupons de participation au concours du Mail St-Roch. Produits de Beauté Dr Renaud Lancôme, Salba, Evermond. Articles de culture physique Weider et appareils de conditionnement physique.

AUBAINE A NE PAS MANQUER



\$67⁰⁰

PATINS PROFESSIONNELS LANGE

Parfait confort, pour hommes, pointures: 5 à 12. Aussi, modèles pour garçons.

B.P. SPORTS ENR.
815 est, rue St-Joseph — (MAIL ST-ROCH) tél.: 529-8964

Demandez vos coupons de participation. Tirage tous les samedis à compter du 15 nov. 1975 dans le Mail St-Roch. Attribution du GROS LOT le 24 déc. 1975.

Quantité limitée

Les Iles auront une loi spéciale sur l'environnement

par Florent PLANTE
Envoyé spécial du Soleil

ILES DE LA MADELEINE
— D'ici un an, le Service de protection de l'environnement du ministère des Affaires municipales du Québec aura en main tous les éléments nécessaires pour préparer une loi spéciale sur la protection de l'environnement aux îles de la Madeleine.

C'est ce qu'a déclaré au SOLEIL M. Jean-Paul Gendron, du bureau rimouskois de l'Office de développement de l'Est du Québec (Odeq), et secrétaire d'un comité interministériel qui travaille depuis quelques mois sur tout ce qui touche l'environnement et les éco-systèmes aux îles.

Ce comité, patronné par le

ministère des Richesses naturelles, est formé de fonctionnaires de l'Odeq (OPDQ), des Affaires municipales, de l'Industrie et du Commerce, du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche, ainsi que des Terres et Forêts. Depuis peu, les représentants de l'Hydro-Québec et de Soquem assistent également aux réunions.

Si l'on parle de loi spéciale sur l'environnement aux îles de la Madeleine, c'est parce que dans ce domaine comme dans bien d'autres, "ce qui s'applique au continent ne s'applique pas nécessairement à l'archipel", poursuit M. Gendron.

D'ailleurs, le frère Marie-Victorin, célèbre botaniste, dit de "ces îles enchantées que c'est une petite section excentrique, rattachée politiquement au Québec, mais que sa géographie, sa physio-

graphie et les affinités de sa flore en isolent complètement.

"L'île Brion, par exemple, est remarquable par un certain gigantisme de sa flore reliquale, et certaines espèces indiquent une relation de continuité avec la flore atlantique européenne."

C'est urgent

On constate déjà l'accélération impressionnante des secteurs d'activités économiques et industrielles aux îles, et cela ira s'accroissant.

Depuis 1970, les gouvernements ont investi une vingtaine de millions de dollars dans les services. D'ici deux ou trois ans, si l'on inclut Soquem et les mines de sel, il faut parler d'une centaine de millions de dollars d'investissements publics et privés.

Tout cela sur un territoire de 78 milles carrés, dont 25 milles carrés de dunes et de plages.

Le temps de la réflexion est passé et selon notre informateur, le comité interministériel a un échéancier serré à suivre.

Rapidement, le comité a d'abord regroupé une impressionnante bibliographie des îles. Présentement, on confectionne le devis d'études écologiques qui sera pré-

senté d'ici un mois à l'Office de planification et de développement du Québec.

Avec ces outils en main, l'OPDQ verra à faire compléter l'étude globale de l'écologie des îles. Déjà plusieurs aspects de l'environnement et de l'écologie ont fait l'objet d'études scientifiques poussées. L'équipe de M. Raymond McNeil, directeur scientifique du Crem (Centre de recherches écologiques de Montréal), travaille depuis 1969 aux îles.

Des spécialistes du Crem ont tout d'abord étudié la faune ailée, l'étude géographique de ses circuits, les phénomènes migratoires, pour ensuite travailler sur les milieux dunaires et lagunaires.

Grâce à des subventions du Conseil national de recherches du Canada, le Cerse (Centre de recherches en sciences de l'environnement) et l'Uquam, et dirigé par le biologiste Pierre Danseureault, a étudié le milieu rocheux des îles. Le Cerse s'est ensuite occupé de la végétation, de l'utilisation des terres ainsi que d'une enquête psycho-sociale aux îles.

A ces travaux, il faut ajouter des connaissances géomorphologiques impressionnantes acquises grâce au fo-

rage de Soquem dans les îles aussi bien que sur le plateau marin avoisinant.

Regroupement

Selon M. Gendron, toutes les études serviront finalement de toile de fond et permettront d'en arriver à un plan directeur global de la protection de l'environnement aux îles de la Madeleine.

Quelques-uns de ces organismes, comme le Crem et le Cerse, pourraient être appelés à travailler conjointement sur le plan global.

D'ailleurs, M. Raymond McNeil a déjà proposé aux autorités gouvernementales un projet interdisciplinaire du nom de PIREDM (ou programme intégré de recherches en écologie dynamique aux îles de la-Madeleine).

Le gouvernement fédéral

Par le biais du Service canadien de la faune, le ministère fédéral de l'Environnement a décidé de ne pas attendre la réalisation des divers travaux de recherches sur la protection de l'environnement aux îles de la Madeleine.

Récemment, on a décrété une réserve faunique de 4,000 acres à l'extrémité Est de Grosse Ile, tout près du petit village de Northeast

Cay. Une petite partie de cette réserve est habitée, mais aucun citoyen ne sera obligé de déménager.

Le ministère québécois des Terres et Forêt étudie également la possibilité de faire de même avec trois îles, dont la magnifique Ile Brion, et deux autres beaucoup plus petites, soit l'île au Loup Marin et l'île de la Pointe de l'Est.

En résumé

Il est superflu de parler

encore une fois de l'attrait et de la nature exceptionnelle des îles de la Madeleine, car elles sont connues universellement.

D'ailleurs, en juin prochain, lors de la prochaine réunion de l'Association mondiale de phytogéographie et d'écologie qui se tiendra à l'université Laval, dans leur tournée écologique nord-américaine, une cinquantaine de scientifiques venus d'Asie, d'Europe et d'Amérique viendront passer

deux jours et demi aux îles de la Madeleine.

Le Dr M. Grantner, docteur en sciences et professeur d'écologie à l'université Laval, informe dans une lettre à l'abbé Frédéric Landry, directeur du Musée de la mer de Havre-Aubert, que ce colloque, patronné par le Conseil consultatif québécois des réserves écologiques, traitera, aux îles, du thème: "Réserves écologiques: modèle de conservation et de gestion des milieux naturels du Québec."

Comité créé pour la protection de l'arbre

par J-Thérèse LEGENDRE

BAIE-SAINT-PAUL — L'Association forestière Charlevoix-Montmorency (AFCM) a formé un comité consultatif qui aura pour tâche de recueillir toutes les suggestions susceptibles d'inciter la population à aimer l'arbre et à le protéger.

Le comité sera appelé à transmettre le fruit de ses recherches au bureau de l'association qui a déjà mis au point un nombre important de moyens pour réaliser ses objectifs, qui sont de préconiser le culte de la conservation de l'arbre, de sensibiliser la population à la protection de la faune, de faire tout ce qui est possible pour une utilisation rationnelle des richesses naturelles et de préparer la relève.

L'économie régionale de Charlevoix-Montmorency repose sur l'arbre et la forêt. En plus d'alimenter les papeteries et les scieries, l'arbre et la forêt sont agents régulateurs d'humidité, ils favorisent l'existence de l'agricul-

ture. Dépouillant, distributeur d'oxygène et facteur d'embellissement, l'arbre mérite d'être protégé, et c'est la mission que s'est donnée l'AFCM.

Une cinquantaine de personnes assistaient à la réunion qui se tenait à Baie-Saint-Paul sous la présidence de M. Jules Savard, de Clermont, et à laquelle était présent M. Hervé Lizotte, directeur général de l'Association forestière québécoise Inc.

Plusieurs suggestions intéressantes ont été faites, dont celle que des terrains municipaux aient mis à la disposition de l'association pour la plantation d'arbres dans son programme: un enfant un arbre. Actuellement, lorsqu'un enfant naît dans une famille, l'AFCM s'offre à planter un arbre à l'endroit choisi par les parents.

Grouper ces plantations à un endroit propice créerait une forêt bien particulière que les familles aimeraient visiter pour voir progresser les arbres qui représenteraient ses membres.

Papeterie, cadeaux divers, Accessoires de bureaux, Cricquets, etc...
On n'a pas que des stylos!



SPÉCIALISTE DU STYLO INC.
340 EST, BOUL. CHAREST, 523-7307
PLACE LAURIER, 651-4316
MAIL ST-ROCH, 523-5223

ENCORE MART INC. Ancien local UNITED STORES, près de POLLACK

25%
D'ESCOMPTE
sur toute la marchandise en magasin.

SKIS DE FOND et SKIS ALPINS
Bottes Tyrol • Mocassins • Accessoires de ski
jusqu'à 50% de réduction

Visitez notre deuxième étage. Prenez l'escalateur. Plan mise de côté. Nous échangeons vos chèques d'allocations.
A chacun de vos achats demandez vos coupons de participation au concours du Mail.

chèque Biotherm

Découpez le chèque et présentez-le à l'une de nos 4 pharmacies. Ce chèque est négociable jusqu'au 15 novembre 75. Pour profiter de cette offre, il suffit d'acheter pour \$9.50 ou plus de produits Biotherm, c'est alors que vous pourrez utiliser le chèque en échange de \$5.00 de produits Biotherm.

Venez rencontrer Mde Louise Trahan, représentante de la maison Biotherm à notre comptoir de cosmétiques du mail St-Roch du 11 au 15 novembre.



brunet Mail St-Roch Québec, Québec

Biotherm au plancton thermal de Moly les Bains

brunet Mail St-Roch Québec, Québec

Offre de promotion / Promotional Offer

Valant A value of 5.00 DOLLARS

Valable après tout achat de 9.50

Valid after a minimum purchase of 9.50

En échange de produits Biotherm in exchange of Biotherm products

Représentant Biotherm Representative From Du Nov. 11th, 1975 11 nov. 1975 Valid until Nov. 15th, 1975 Valable jusqu'au 15 nov. 1975

Crèmes Colorées du jour
Pour peau sèche, normale ou grasse, en Dorée 1 et 2. **7.50**

Crème A.R.
La crème de massage Biotherm A.R. combat la rétention d'eau et les amas gras-seux. **13.75**

Anti Peau sèche
Elle prévient le dessèchement et la dévitalisation de la peau. **7.95**

brunet Québec • Ste-Foy • Lauzon • Neufchatel

au mail st-roch
C'est vite fait

Que vous preniez l'autobus ou votre voiture, c'est facile; quant au choix, plusieurs grands magasins à rayons et de nombreuses boutiques vous offrent tout ce que vous pouvez désirer.



DEUX HEURES DE STATIONNEMENT GRATUIT, AVEC TOUT ACHAT MINIMUM

1 - STATIONNEMENT, TERRAIN, HÔTEL ST-ROCH	4 - STATIONNEMENT STE-HÉLÈNE	8 - STATIONNEMENT DU BOULEVARD CHAREST
2 - STATIONNEMENT PLACE JACQUES-CARTIER	5 - STATIONNEMENT PAQUET-LALIBERTÉ	9 - STATIONNEMENT DE LA RUE MGR GAUVREAU AU BOUL. CHAREST
3 - STATIONNEMENT DU SYNDICAT DE QUÉBEC	6 - STATIONNEMENT POLLACK	
	7 - STATIONNEMENT ASSH	

Les administrateurs québécois au seuil du changement

par Claude TESSIER

Le dernier bastion qui n'a pas encore été touché par la révolution tranquille en cours depuis 15 ans au Québec, est sur le point de céder. Il s'agit de celui des administrateurs canadiens-français.

Les indices de la "révolution" qui les gagne ont été décelés dans une recherche de plusieurs mois que vient de mener la faculté des Sciences de l'administration de Laval auprès de 120 admi-

nistrateurs (présidents, vice-présidents, sous-ministres, etc) de grandes entreprises publiques et privées et auprès de propriétaires dirigeants.

De cette nouvelle analyse des facteurs socio-culturels désignés comme responsable du retard des Canadiens français dans le domaine économique, il ressort notamment les points suivants:

1 — après 20 ans d'éduca-

tion, de débats de toutes sortes au sein de la société québécoise, l'administrateur garde la même attitude que par le passé. Ses décisions s'inspirent de motifs personnels et non d'objectifs propres à la vie économique telle qu'elle se déroule de nos jours;

2 — cependant, les administrateurs publics et ceux de la grande entreprise disent qu'il faut maintenant compter avec les gens avec qui on travaille. Par contre, les propriétaires-dirigeants restent très conservateurs dans leurs relations entre l'autorité et les subordonnés;

3 — dans les relations interorganisationnelles, les administrateurs publics, ceux de la grande entreprise et les propriétaires-administrateurs sont unanimes: le monde syndical et une partie de l'opinion publique ont développé une idéologie peu favorable à l'entreprise privée, disent-ils. Les administrateurs de la grande entreprise et les propriétaires-dirigeants estiment que les gouvernements ont trop d'emprise sur les décisions. Par contre, la moitié des administrateurs publics estiment que le gouvernement n'intervient pas trop tandis que l'autre moitié estime le contraire;

4 — face au changement, il y a de nouvelles attitudes. Les trois groupes disent et admettent le changement (technologique, économique, nouveaux marchés, etc.). Les autres enquêtes antérieures

ne relevaient pas ce phénomène;

5 — la mobilité sociale chez les administrateurs est un élément nouveau que les enquêtes antérieures n'avaient pas décelé. C'est un changement très net par rapport au passé. Mais cette mobilité se limite au Québec. On quitte plus facilement sa région pour aller... à Montréal.

6 — la recherche démontre aussi que 69 pour 100 des dirigeants interrogés utilisent des méthodes scientifiques de gestion. Par contre, on a trouvé que les gens qui ont le plus de diplômes sont les administrateurs du gouvernement, mais ce sont aussi ceux qui croient le moins aux diplômes.

Ces constatations et d'autres sont discutées, aujourd'hui, au cours d'un colloque à la faculté des Sciences de l'administration La recherche, dirigée par M. Alphonse Riverin, professeur à Laval et ex-président de l'université du Québec, a été menée par huit professeurs et deux étudiants.

Cette fois, on s'est attaché à cerner la perception des administrateurs de la grande entreprise alors que les enquêtes passées (celles de Fardeau en 1955, de Lamontagne, de la Commission Laurendeau-Dunton, et des thèses de doctorat) portaient sur l'administrateur de la petite et de la moyenne entreprise.

On pensait que... Commentant la recherche

qu'il a dirigée, M. Alphonse Riverin déclare que les enquêteurs pensaient trouver des différences assez fondamentales chez les trois groupes d'administrateurs interrogés. Hélas, il s'en dégage l'impression qu'ils conservent une certaine indifférence pour la vie et la chose économiques.

Cette attitude n'est pas nouvelle. Celle des administrateurs qu'on vient d'interroger peut s'expliquer, selon M. Riverin, par l'éducation qu'ils ont reçue (étant antérieure à la révolution scolaire) et par le fait qu'ils ont été obligés d'aller faire à l'extérieur du Québec des études qu'ils ne pouvaient faire dans les universités québécoises à cette époque.

Par contre, l'enquête, qui a porté sur 20 facteurs socio-culturels, montre qu'il existe maintenant au Québec une classe d'administrateurs canadiens-français. Parmi eux, 53 pour 100 proviennent de milieux ouvriers et agricoles. Les dirigeants les plus d'avant-garde sont ceux qu'on retrouve dans les secteurs de pointe.

Le Québec semble donc engagé dans une période de transition au niveau de ses administrateurs et de ses cadres, comme le démontrent certains indices.

Vers une évolution

M. Alphonse Riverin croit, et une autre recherche sera entreprise là-dessus, que l'attitude des jeunes cadres, ceux qui ont entre 25 et 35 ans, sera beaucoup moins conservatrice que celle de leurs aînés occupant des postes importants de direction. Il faudrait, selon lui, mener aussi une recherche sur les perceptions de la population vis-à-vis de la vie économi-

que. Il semble que les choses changent rapidement.

Aujourd'hui, on passera en revue l'attitude des administrateurs francophones canadiens à l'égard des affaires, de leur conception de l'autorité, de leur besoin d'accomplissement (achievement), de leur attitude vis-à-vis de l'uti-

lisation des méthodes scientifiques de gestion, des interactions entre les entreprises, des syndicats, des services gouvernementaux et des établissements d'enseignement.

Le colloque clôture les fêtes du 50e anniversaire d'existence de la faculté des

Sciences de l'administration de Laval. La recherche sera passée au crible. Elle démontre aussi qu'il n'y a pas de coopération réciproque entre les administrateurs publics, ceux de la grande entreprise et les dirigeants-propriétaires. Pour M. Riverin, il s'agit d'un phénomène "grave" pour la société.



M. Alphonse Riverin

Le Soleil, André Belle-Ile

D'ici dix ans, l'électricité nucléaire deviendra hors prix

SAN FRANCISCO (AP) — Selon un spécialiste américain des problèmes de l'environnement, l'augmentation des coûts de construction rendra irréalisable la production d'électricité d'origine nucléaire d'ici dix ans. Dans un rapport, le Dr

Barry Commoner, directeur du Centre de biologie de l'université Washington à St-Louis, l'électricité nucléaire, aujourd'hui moins chère que l'électricité provenant de centrales thermiques à base de charbon, deviendra plus chère vers 1980.

"Le problème numéro un de l'industrie nucléaire réside dans l'irrésistible hausse des coûts d'investissement, qui augmentent trois fois plus vite que pour les usines centrales thermiques au charbon, a-t-il affirmé. De

nombreuses raisons expliquent cette hausse des coûts, la plupart d'entre elles ayant trait aux normes plus sévères de protection de l'environnement nécessitant des modifications des réacteurs, alors que les projets sont déjà avancés."



Quand vient novembre, l'hiver a droit de cité...

Bientôt, la neige couvrira le sol. Ne soyez pas pris au dépourvu, choisissez sans tarder les chaussures chaudes et confortables qui vous feront oublier les inconvénients de l'hiver. Nous vous offrons un vaste choix de modèles, en cuir ou suède, doublés ou non, dans les styles dernier cri.

DEMANDEZ NOS COUPONS DE PARTICIPATION à chacun de vos achats. Tirage de \$1,000 dans le MAIL ST-ROCH à chaque semaine, à compter du 15 novembre 1975.

Attribution d'un gros lot le 24 DECEMBRE



650 est, rue St-Joseph, Québec — Tél.: 524-1251



ROCK IMPORTE

GENTLE GIANT	EDGAR FROESE	GILES, GILES & FRIPP	RENAISSANCE
GLASS HOUSE	MALAYSIAN PALE	CHEERFUL INSANITY	ILLUSION
7 ⁴⁷ ch.	7 ⁴⁷ ch.	6 ⁴⁷ ch.	7 ⁴⁷ ch.

NOUVEAUTES MAINTENANT DISPONIBLES:

- Le Orme
- Van Der Graff
- Steve Hackett
- Mike Oldfield
- Roxy Music
- Wig Wam

ENVIRONNEMENTS

6⁴⁷ ch.

CHOIX DE 5 MICROSILLONS



En vente dans nos 5 magasins. LE MEILLEUR CHOIX DE ROCK IMPORTE

MAIL ST-ROCH 529-0104

PLACE FLEUR DE LYS 524-3591

PLACE LAURIER 658-4302

GALERIES STE-ANNE 667-8400

GALERIES CHAGNON 833-1675

Magasins/Québec, Montréal, Hull, Ottawa, Toronto, Hamilton, London, Edmonton, Calgary.



Comblez vos désirs des fêtes chez Paquet

Les petits tabourets **Crawford**

- A. Pouf rond en vinyle, diamètre 13" et hauteur 13" **31.00**
- B. Tabouret colonial fait de tapis tressé. Hauteur de 9 1/2" **15.00**
- C. En vinyle résistant, diamètre de 16" et hauteur de 11" **22.00**
- D. En vinyle résistant de 15 1/2" Hauteur de 11" **18.00**

Ensemble de bridge **CODEV**

- E. Table de 34 x 34" avec haute moulure de rebord. Pieds se pliant. Quatre fauteuils avec accoudoirs et siège rembourrés de mousse. **125.00**
- F. Table de 30 x 30" avec fortes nervures et pieds se pliant facilement. Chaises en tubes d'acier. Dossier et siège capitonnés. **90.00**

R. 30, 5e Centre-Ville et r. 830 Place Laurier 2e

Les téléviseurs **PHILIPS**, une qualité unique

- A. Le 'DENSET' portable avec écran de 14 pouces. Châssis 100% éléments solides, tube-image axé de précision, transmission ultra-claire. Fini du coffre riche imitation noyer. Antenne bipolaire. Son poids: 37 livres. Dim.: 24 x 19 x 17" **399.**
- B. L'ADVENTURER IV avec écran de 20 pouces. Entièrement transistorisé avec commande Autotrac réglant la couleur, le contraste et la luminosité. Meuble de style contemporain portable avec châssis Modular 4. Garantie d'un an sur les pièces et main-d'oeuvre. Dim.: 25 x 19 x 19". **589.**
- C. Télécouleur avec écran de 26 pouces. Châssis Modular 4 avec ses circuits transistorisés. Commande Autotrac pour la couleur, contraste. Style contemporain en bois plaqué de noyer naturel canadien. Garantie d'un an sur pièces et main-d'oeuvre. Dim.: 26 x 22 x 29". **789.**

R. 65, 5e, Centre-Ville et r. 865, Place Laurier 2e.

CENTRE VILLE



PLACE LAURIER

Nous désirons aviser notre clientèle que son état de compte est présentement disponible à notre service de crédit au Centre-Ville.